



assises communistes
de
L'ÉCOLOGIE

4 et 5 mai 2018

LES ACTES

.....



SOMMAIRE

Message de bienvenue aux premières assises communistes de l'Écologie	3
Collectif national d'organisation	
Ouverture des assises communistes de l'Écologie	5
Pierre Laurent , secrétaire national du PCF sénateur, groupe Communiste, républicain, citoyen et écologique	
Introduction au <i>Grand débat</i> des assises communistes de l'Écologie	8
Hervé Bramey , membre du Conseil national du PCF en charge de l'Écologie	

ATELIERS

Pour une alimentation saine, de qualité et accessible à tou.te.s	15
Xavier Compain , membre du Conseil national du PCF en charge de Agriculture, Pêche, Forêts	
Assez des inégalités, droit à la qualité de vie dans les quartiers populaires	18
Bélaïde Beddredine , vice-président à l'Environnement Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis	
Urgence climatique ? Toujours d'actualité !	21
Alain Pagano , chercheur, membre du Conseil national du PCF co-animateur de la commission Écologie	
Europe : amplifier les convergences environnementales	25
Marie-Pierre Vieu , membre du Conseil national du PCF députée européenne de la Gauche unie européenne (GUE)	
Quel mix énergétique en France, en Europe et dans le monde ?	28
Céline Brulin , membre du Conseil national du PCF en charge de l'Énergie sénatrice groupe Communiste, républicain, citoyen et écologique	
Une politique nationale d'aménagement du territoire pour préserver la nature et les êtres humains	33
Jean-Claude Cheinet , géographe membre de la coordination de la commission Écologie	
Nouveaux modes de production et nouveaux pouvoirs dans l'entreprise : la parole aux salarié.e.s et aux citoyen.ne.s	36
Jean-Noël Aqua , enseignant-chercheur conseiller de Paris groupe Communiste/Front de gauche	
Des propositions pour l'action	41

MESSAGE DE BIENVENUE

du collectif national d'organisation

L'événement que le Parti communiste français a organisé dans le cadre de la préparation de son congrès extraordinaire a pu surprendre. Il a pu étonner celles et ceux qui considèrent les communistes comme éloignés de l'écologie. Ce n'est pas le cas de toutes celles et tous ceux qui nous connaissent bien et suivent nos travaux. Car les communistes et leurs élu.e.s font vivre, dans ce domaine comme dans d'autres, la singularité de leur engagement, dénonçant, encore et toujours, ce que Marx avait mis en évidence il y a un siècle et demi : le capitalisme exploite avec la même férocité les hommes et la nature.

Or ce qui était vrai à l'époque reste d'actualité avec encore plus de violence. En effet, alors que les connaissances et les richesses accumulées pourraient permettre de résoudre bien des maux de notre temps, le fossé des inégalités et l'ampleur des atteintes à la nature n'ont jamais été aussi profonds. Le capitalisme, mondialisé et financiarisé, et son mode de production, provoque des dégâts humains et environnementaux considérables : perte dramatique de biodiversité, changements climatiques, pollutions diverses, gâchis industriels et financiers, scandales alimentaires, accidents industriels, ainsi que leurs incidences sur la santé humaine...

Nous devons stopper ce système avant la catastrophe pour l'humanité. C'est possible car ses victimes sont les 99%. L'égoïsme des 1% restants et leur mode de vie exclusivement tournés vers l'accumulation à court terme des profits a de quoi révolter. Leurs responsabilités sont immenses. Nous voulons les mettre en évidence. C'est pour cela que nous devons introduire un gros zeste de lutte de classe dans le cocktail écologique des communistes. Notre combat pour faire disparaître, dans un même mouvement, les inégalités sociales et environnementales, prend dès lors tout son sens. C'est particulièrement vrai dans les quartiers populaires, là où sévit avec le plus de force la crise du capitalisme.

C'est vrai également à l'échelle de la planète. En effet, quel que soit l'origine des émissions de gaz à effet de serre, de l'exploitation irresponsable des ressources, demain ce sont tous les pays, tous les peuples, qui en subiront les conséquences néfastes, et en premier rang les plus pauvres, alors que ce sont eux qui ont le plus besoin d'un développement responsable.

Pour dépasser le capitalisme, il est incontournable d'amplifier les mobilisations pour inventer, dans les luttes et les rassemblements, un nouveau mode de production et de consommation respectueux du travail des femmes et des hommes, comme de la nature. C'est une question de dignité humaine déterminante. Par ailleurs, prélever beaucoup moins de ressources naturelles est une obligation

dans ce monde fini. Le développement de nouvelles formes de production – de l'écoconception à l'économie circulaire – est une absolue nécessité. Pour cela, la nation doit accorder beaucoup plus de place à la recherche, à l'innovation, au développement des technologies et à une industrie respectueuse de son environnement social et environnemental. L'ambition progressiste d'accorder de nouveaux droits d'intervention et de regard pour les salarié-e-s, les citoyen-ne-s et les élu-e-s sur les stratégies des entreprises est de fait une nécessité démocratique majeure.

Nous inscrivons ces assises comme un moteur pour la convergence de luttes du local à l'international, sans oublier le niveau européen afin de soustraire des griffes du marché les biens communs de l'humanité. Les prétentions libérales sur les services publics (ferroviaire, énergie, formation...) doivent trouver une opposition sans précédent.

C'est à la mise en cohérence de l'ensemble des parti-pris écologiques des communistes que doivent servir ces assises. Nous voulons lui donner un nom:

l'écocommunisme



VENDREDI	SAMEDI	ASSISES COMMUNISTES DE L'ÉCOLOGIE
4	5	
MAI	MAI	espace Niemeyer
18 > 21 h	9 > 18 h	2, place du Colonel Fabien · Paris 19



ÉCOLOGIE
ÉCOMMUNISME
ENJEUX DE CLASSE

INSCRIPTION
congres2018.pcf.fr/assises_communistes_de_l_ecologie

vendredi 4 mai 2018 Pierre Laurent

Cher.e.s camarades, Cher.e.s ami.e.s

C'est pour moi un réel plaisir de saluer l'ouverture des premières Assises communistes de l'Écologie. Pourquoi était-il si important de placer ces Assises communistes pour l'écologie au cœur du processus de préparation de notre Congrès ? Tout simplement parce que nous avons décidé que ce Congrès devait énoncer avec le plus de force et de clarté possible le sens de notre combat communiste au XXI^e siècle et qu'il est tout simplement impensable de le faire sans mettre la cause écologique au cœur de cette énonciation. Et pourtant, nous avons tant tardé à le faire. Même si cette question figure dans nos têtes depuis longtemps, elle n'a pas été la priorité d'actions transformatrices qu'elle aurait dû être. Il est temps de changer en profondeur l'agenda de nos priorités en la matière. L'Écommunisme doit devenir un des piliers de notre combat.

Que visons-nous en disant cela ? À l'heure de l'Anthropocène, cette séquence de l'histoire de la Terre où les activités humaines génèrent un impact significatif sur l'écosystème planétaire, la crise environnementale est devenue une dimension majeure de la crise historique du capitalisme mondialisé :

- une **crise climatique** qui a commencé à perturber les équilibres les plus structurants de la biosphère terrestre,
- une **crise de la biodiversité** marquée par un rythme accéléré de disparition des vertébrés et par une déstabilisation des écosystèmes,
- une **crise de la ressource en eau** qui, du Moyen-Orient à l'Asie centrale, exacerbe les tensions et même les guerres (d'après l'ONU le monde devra faire face, d'ici 12 ans, à un déficit hydrique de 40%),
- une **crise de la qualité de l'air** qui provoque annuellement 7 millions de morts prématurées (selon l'OMS, globalement, 12% des décès sont liés à la pollution de l'air et 92% de la population mondiale respire un air malsain),
- une **crise de la fertilité des sols** qui s'apprête à générer catastrophes agricoles et pénuries alimentaires.

L'arme atomique n'est plus la seule invention humaine qui pourrait entraîner la destruction de l'humanité. En n'opérant pas de bifurcation historique du mode de développement capitaliste, aujourd'hui en pleine crise et en pleine décadence, la civilisation humaine pourrait provoquer sa propre mise en danger. Combinée à une crise anthropologique de grande ampleur provoquée par les aliénations capitalistes, crise du travail, crise du sens même des activités et de la production humaine, la crise écologique est, à proprement parler, une crise de l'humanité. Il est temps de réévaluer la portée de notre slogan « L'humain d'abord » à l'aune du combat écologique, car l'humain et son biotope, c'est la planète toute entière, ses ressources, sa biodiversité, ses équilibres, sa temporalité.

L'un des inventeurs de l'écologie, le biologiste allemand Ernst Haeckel, le définissait, en 1866, comme « *la science des relations des organismes avec le monde environnant, c'est-à-dire, dans un sens large, la science des conditions d'existence* ». Nous qui, justement, plaçons les conditions d'existence parmi les déterminants des rapports sociaux, nous devons une bonne fois pour toutes en finir avec la dichotomie de l'homme, de son développement et de son environnement. Longtemps, nous n'avons voulu voir – à tort – dans le marxisme que la dimension socio-économique et historique, déterminée par le rapport de production et l'antagonisme capital-travail. L'ampleur de la crise civilisationnelle nous invite à repenser notre critique anticapitaliste et notre définition même du communisme. Cela implique de reprendre le fil de l'analyse marxiste où nous l'avons parfois laissé et d'aller au-delà, en posant des problèmes nouveaux, en portant des accusations renouvelées, en inventant des modes d'intervention inédits... John Bellamy Foster nous rappelle – textes à l'appui – que Marx n'a jamais cessé de penser ensemble l'être humain et la nature et qu'il a vigoureusement dénoncé la rupture engendrée par le capitalisme de « *l'interaction métabolique entre la nature et les sociétés humaines* ». À l'époque où son contemporain Élisée Reclus, disait que « *l'Homme est la nature prenant conscience d'elle-même...* », Karl Marx, qui a été aussi un précurseur en écologie, définissait même le communisme comme « *la vraie solution de l'antagonisme entre l'homme et la nature* »...

Marx écrit ainsi en 1867 dans un passage du *Capital* : « *Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité... La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ». On sait aujourd'hui à quelles aberrations conduisent l'intensification forcenée de l'exploitation des ressources des sols et des humains.

L'écologie ne peut plus être considérée comme un point parmi tant d'autres du programme ; elle est devenue un enjeu central dans la mise en accusation du capitalisme. Le capitalisme en crise ne réussira plus à développer des systèmes de production durable en raison des contradictions du système de production et de consommation de masse sous contrainte de la recherche effrénée et mondialisée de profits. La crise climatique ne sera pas résolue dans un système qui justifie les gâchis et encourage les consommations inutiles, organise l'obsolescence, finance les méga-fusions et les accords commerciaux hostiles à la santé, au progrès social, à l'environnement. C'est tout le concept de l'aliénation qui doit être étendu à la confiscation/la dégradation/la destruction de l'environnement humain. Car finalement, outre son activité, sa force de travail, sa créativité, c'est aussi du sens même de ses besoins fondamentaux dont l'individu est dépossédé : manger sainement, respirer un air sans pollution, s'épanouir dans un milieu à son échelle, vivre selon des rythmes soutenables...

Nous devons repenser nos fondamentaux au service des grandes causes émancipatrices contemporaines. Le niveau prodigieux atteint par la science et la révolution numérique combinées nous invite à réévaluer la place des progrès scientifiques et l'appropriation

sociale et démocratique de ces progrès. Le socialisme de rattrapage qui courait après la productivité capitaliste a aussi produit des catastrophes : assèchement de la mer d'Aral, Tchernobyl, pollution charbonnière en Chine. Le communisme doit être celui, non du rattrapage, mais du dépassement du capitalisme pour l'invention d'un autre mode de développement, résolument humain, résolument écologique.

L'industrie doit changer elle-même de paradigme pour construire les outils de cette émancipation écologique et sociale contre l'asservissement à la rentabilité financière. Il en va de même pour les services publics, outils indispensables de la maîtrise citoyenne et sociale des nouveaux progrès humains et technologiques. Le monde contrôlé par Facebook ou le monde du partage et des services publics, il va falloir choisir. Industrie et services publics ne sont donc pas les outils dépassés du monde ancien. Il faut les réinventer au service du nouveau monde à construire, en les libérant des logiques de prédation capitalistes et en rendant le contrôle de ses usages sociaux aux objectifs de développement durable des humains et de la planète. Nous ne pouvons plus nous limiter à demander que soit minimisée « l'empreinte écologique » de l'industrie. Celle-ci doit, aujourd'hui, être entièrement repensée pour être un outil du développement soutenable. Cet essor indispensable de l'initiative communiste écologiste nous conduira à de nouvelles convergences politiques. L'anti-capitalisme nous conduit à l'écologie. Et l'écologie conduira des millions de nos concitoyens à l'anti-capitalisme.

Aucun des débats qui nous opposent, même le nucléaire civil que nous jugeons nécessaire et maîtrisable sous condition de service public pour lutter contre le réchauffement climatique, ne sont indépassables ; si nous sommes capables de nous projeter ensemble et dans l'action vers un monde de justice et d'humanité. Combien sommes-nous déjà, engagés ensemble, pour des nouveaux modèles d'économie circulaire, de circuits courts, d'échanges mondiaux justes et soutenables ?

Nous allons débattre, dans ces Assises, des chemins concrets de ce nouvel engagement « écommuniste ». Ces Assises peuvent et doivent être une étape fondatrice, qui nous donnera la force et l'énergie de constituer au Congrès, les nouveaux réseaux d'initiatives et d'action dont nous avons désormais impérativement besoin pour que notre action écologique change d'époque et d'échelle.

*sur le barrage du Sautet
le PCF a rassemblé
près de 800 personnes :
des élu.e.s
des militant.e.s
des syndiqué.e.s
des collectifs citoyens
pour empêcher
la privatisation
des concessions
hydrauliques*



vendredi 4 mai 2018 Hervé Bramy

Il ne m'appartenait pas dans cette introduction de traiter tous les sujets, et ce d'autant plus que le lendemain, nous organisons 7 ateliers dont vous trouverez les introductions dans les textes qui suivent. Par ailleurs, afin de ne pas alourdir excessivement le document, je ne présente ici que quelques extraits de mon introduction au grand débat du vendredi soir.

Vous pouvez retrouver l'intégralité de mon intervention sur le site congres2018.pcf.fr

L'écologie est devenue un terrain de luttes de classes considérable

C'est pourquoi nous devons développer toutes les formes de convergences possibles car les habitant.e.s de la planète ne sont pas égaux face aux conséquences des dégâts du capitalisme. Porter une ambition solidaire internationale constituée de coopérations, de luttes communes, de rassemblements divers pour contester l'égoïsme de la minorité qui impose son mode de vie est une nécessité de tous les instants. Sinon nous risquons de nouveaux conflits et le déplacement massif d'hommes et de femmes qui ne pourront plus vivre sur leurs terres. Il ne s'agit pas de faire du catastrophisme car c'est déjà une réalité.

En effet, nous avons en commun un adversaire : le capitalisme ! Dans sa contribution, Paul Sindic, membre de la coordination de la commission Écologie, dénonce le montant de la monstrueuse accumulation financière des 1% les plus riches, soit 1400 milliards/an et appelle à une répartition de ces richesses pour aider les pays en développement. Alain Badiou, interrogé par le journal *Le 1* sur ce que sont pour lui les piliers du communisme précise, je le cite : «Le premier principe, c'est qu'il faut arracher l'appareil productif au contrôle de la propriété privée. Il faut en finir avec l'oligarchie capitaliste qui domine actuellement le monde entier. [...] Aujourd'hui, 260 personnes, en termes de revenus et de patrimoine, possèdent autant que trois milliards d'autres, ce qui est une concentration inouïe de la richesse, sans précédent dans l'histoire humaine. Il faut en finir avec cela ».

L'adversaire est donc bien identifié. Il faut le démasquer sans cesse auprès du plus grand nombre et construire des alternatives démocratiques. Car une chose est certaine, le capitalisme n'est pas éco-compatible. Il a, certes, la capacité à récupérer et à s'adapter aux aspirations de la société mais il s'agit, pour lui, de tout changer sans rien changer... pour les plus riches. C'est ainsi qu'il avance l'idée de croissance verte, de capitalisme vert : il faut tout peindre en vert sans pour autant s'attaquer aux inégalités sociales, culturelles et environnementales. Le journal *Capital* ne dit pas autre chose lorsqu'il titre : « Comment profiter soi-même de la folie du business vert ? ». Tout est dit.

Le mode de production actuel de biens et de services n'est plus soutenable, ni écologiquement, ni socialement. Le capitalisme est incapable de résoudre la crise écologique pour une raison simple. La recherche et à court terme du profit maximum est incompatible avec le

maintien, voire le développement, des écosystèmes qui ont besoin de temps longs. Pour le capitalisme, tout peut et doit se ramener à un prix, avec son complémentaire, le marché dont l'État est à la fois organisateur et garant.

Pour le capitalisme, la nature a un prix. Il marchandise la biodiversité afin de répandre ses produits transformés dans les pays occidentaux après avoir spolié les ressources naturelles et les peuples autochtones. Le carbone est une valeur marchande cotée en bourse. Les détenteurs d'actions sur le marché européen se sentent ainsi désengagés de toute initiative de lutte contre les changements climatiques. Nos déchets sont au cœur d'un marché, aujourd'hui mondial, qui a sa bourse, ses ressources, ses réseaux, ses débouchés et même sa presse. Le marché des déchets en France est estimé à plus de 6 milliards d'euros.

Entre 5% et 12% de la valeur totale de la production végétale destinée à l'alimentation humaine – estimée entre 2 et 5 milliards d'euros – dépendent des pollinisateurs. Le marché préfère pourtant répandre ses 2 milliards d'euros d'insecticides de la classe des néonicotinoïdes, tuant encore les abeilles alors que celles-ci nous rendent un service vital de grande qualité et «gratuit».

Volkswagen a pris le risque de perdre 18 Mds€ sur un chiffre d'affaire de 260 Mds d'euros (tout de même), en truquant les mesures d'émissions polluantes. Le « dieselgate », ce scandale industriel et sanitaire, a révélé le total mépris des grands groupes automobiles à l'égard de la santé des populations alors qu'une étude chiffre par dizaines de milliers les morts par pollution de l'air en Europe. Avec la fin de l'État stratège, le marché s'est emparé de l'aménagement du territoire pour ses profits, au détriment de l'intérêt général des populations et des territoires.

On le voit bien, les activités économiques à vocation court-termiste du capitalisme, provoquent sciemment des impacts sur l'environnement. Si son mode de production productiviste a, certes, permis de créer d'importantes richesses dans l'histoire, c'est au prix d'une répartition toujours plus inégalitaire des richesses, du saccage de la planète, d'une surexploitation toujours plus importante des êtres humains et des ressources naturelles. Nous sommes non seulement au cœur des contradictions capital/travail mais également des contradictions capital/nature.

10 premiers parti-pis écologiques pour identifier notre écommunisme

L'ambition des communistes est de bâtir une alternative politique au service du bien-être et de la préservation de la planète. L'écommunisme sera, si nous le décidons, cet ensemble cohérent, offensif et identifié de parti-pis au service du combat écologique communiste.

En effet, nous sommes à la croisée des chemins entre, d'une part, un mode d'exploitation des êtres humains et de la nature qui fait courir le risque de réelles menaces pour l'humanité et, d'autre part, la construction, en cours, d'un autre monde, respectueux de la vie des hommes et des femmes, comme de leur environnement. D'ores et déjà, nombre de citoyen.ne.s agissent pour répondre à leurs réels besoins et perçoivent le capitalisme comme un obstacle à leurs aspirations au bien vivre.

C'est un nouveau monde qui cherche à se développer, non pas sur la concurrence, de tou.te.s contre tou.te.s, mais sur la coopération, la solidarité et la préservation des ressources naturelles. À ce monde-là, qui émerge au travers d'une multitude d'actions, de mobilisations, de savoir-faire, nous voulons accroître notre apport en renforçant nos parti-pris écologiques.

Le premier de nos parti-pris, c'est de faire vivre la démocratie

Seuls le débat et la décision partagée par le plus grand nombre, sont de nature à faire bouger les lignes. C'est déterminant, pour agir efficacement et réduire les nuisances que font peser sur l'humanité le volume et la nature des activités dans le système économique et de production actuels. Pour mener ce débat, les citoyen.ne.s et les salarié.e.s doivent être informé.e.s, documenté.e.s et disposer de nouveaux droits d'intervention. Cela a un coût mais l'avenir en dépend.

La préservation du climat est la mère de toutes les batailles

La température de l'atmosphère continue de s'emballer. La résolution de cet enjeu ne peut être laissée entre les mains des dirigeant.e.s de la planète, même de celles et de ceux les mieux intentionné.e.s. La démonstration en a été faite lors de la COP 21, à Paris. L'absence d'aucune contrainte, d'aucune sorte, notamment à l'égard des puissants de ce monde est emblématique de leur incapacité à régler le problème. Les peuples doivent s'en mêler car c'est l'affaire de tous.te.s, du petit agriculteur des Andes comme du citoyen urbain en Europe... Le climat doit être géré par la communauté humaine mondiale afin de pérenniser ses bienfaits pour le présent et le futur. En ce sens il est un commun. Les sociétés doivent se décarboner et principalement leurs économies et leurs industries. Cela veut dire réduire de façon conséquente, et le plus rapidement possible, toutes les énergies carbonées (gaz, charbon, pétrole) et organiser des mix énergétiques composés de ressources les moins productrices de gaz à effet de serre. Développer, également, le rail au détriment du camion ou du bus, rénover thermiquement les logements, penser un mode agricole économe en intrants chimiques...

Tout cela peut prendre du temps. Or les gouvernements qui se sont succédés depuis des décennies ont refusé d'en prendre la mesure. Et la présence de Nicolas Hulot dans le gouvernement Macron n'a pas résolu la question, loin de là même, malheureusement. C'est pourquoi il n'y a plus de temps à perdre pour décider d'agir en lien avec les citoyen.ne.s pour bâtir d'autres choix anticapitalistes et les logiques actuelles du président des riches ou des très riches, c'est selon...

Nous refusons tout projet de société qui parierait sur les peurs

Nous nous situons à l'opposé d'une telle conception. Car il n'y a aucun mystère dans l'action humaine. La place du travail scientifique conserve, à nos yeux, toute son utilité pour comprendre le monde. Pensons aux alertes successives que nous adressent les scientifiques du GIEC ou bien ce que nous disent les 15 000 scientifiques sur l'état de la planète et des écosystèmes dont nous sommes une dimension. Il faut donc mener le combat pour

réhabiliter la science et le progrès des connaissances. Il nous faut lever une ambiguïté. Ce ne sont pas les avancées scientifiques et techniques qui sont responsables des désordres du monde, mais l'utilisation qui en est faite par les acteurs économiques et politiques.

Le progrès représente plutôt une potentialité au service du progrès humain, social et environnemental. Pour avancer dans ce sens, la recherche doit pouvoir disposer de réels moyens et pouvoir travailler sans entrave ou contrainte de quelque sorte que ce soit. Elle doit permettre d'ouvrir de nouveaux horizons au développement humain et solidaire.

Agir avec le principe de précaution ?

Les parti-pris écologiques classiques posent problème lorsqu'ils alimentent des peurs irraisonnées sur les technologies et participent d'un dénigrement de l'industrie. Le principe de précaution est inscrit dans la constitution. S'il est difficile pour les populations en général d'émettre une opinion sur les débats d'experts, le monde du travail éprouve, lui, un malaise chaque fois que des jugements péremptaires alertent sur des possibles nocivités des produits et pratiques de production qu'il met en œuvre. Dans ce contexte, des intellectuels de droite et le patronat mettent en cause le principe de précaution, en arguant que vouloir s'imposer la règle du « zéro risque » est un obstacle à toute innovation. Pour les communistes, le développement de nouvelles technologies est le moyen de trouver des solutions productives répondant aux exigences écologiques. Alors existe-t-il une façon rationnelle d'appliquer le principe de précaution, évitant qu'il soit un frein excessif à l'application des technologies nouvelles, ou qu'il conduise à des mesures draconiennes excessives ? Ce sujet devrait faire l'objet d'une instruction collective afin de préciser notre option. Le débat est ouvert.

Mener dans un même mouvement le combat contre les inégalités sociales et environnementales

Il n'y a pas de domaine réservé ; la lutte de classes frappe aussi à la porte de l'écologie. Comme le souligne Jean Barra, membre de la coordination de la commission Écologie, « Quand il s'agit de discuter s'il vaut mieux planter un tilleul ou un cèdre sur la place de la mairie, il est difficile de voir là-dedans une forte influence de la lutte de classes ». Toutefois, « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes » nous enseigne le *Manifeste* du Parti communiste. L'écologie est au cœur d'enjeux de classes qui ont pour conséquence le développement des inégalités, ici, en Europe et dans le monde. L'approfondissement considérable des inégalités sociales et de patrimoine s'accompagne, toujours et encore, d'inégalités sur le plan écologique dont les conséquences prennent une tournure majeure et dramatique pour nombre de citoyen.ne.s de la planète. L'interdépendance des phénomènes écologiques renforce ce constat. La lutte, dans un même mouvement, contre les inégalités sociales et environnementales, notamment dans les quartiers populaires, là où la crise sévit le plus, constitue un « marqueur » communiste. Avec les plus démunies, nous voulons mettre du contenu de classe dans l'écologie.

Un nouveau mode de production et consommation

Le productivisme, que nous condamnons, est ce système qui augmente sans cesse la production et la productivité sans en mesurer les conséquences pour l'homme et la nature. Le capitalisme mondialisé et financiarisé est le moteur de cette vision du développement.

Ce qui doit changer, c'est l'objectif même de la production des biens et des services, dont le moteur est aujourd'hui la recherche de la rentabilité financière. Cela passe par mettre au cœur du débat politique les questions suivantes : quelles richesses produire ? Comment les produire, pour satisfaire qui et quels besoins ? Pour cela, trois séries d'actions sont nécessaires.

1. **De nouveaux pouvoirs des salarié.e.s et des élu.e.s** dans les décisions stratégiques des entreprises, des critères alternatifs de gestion, l'instauration de nouveaux mécanismes de crédit favorables à l'emploi, à la formation et à l'environnement, sans oublier d'associer très fortement les populations aux décisions qui les concernent.
2. **De nouveaux indicateurs, en remplacement** de ceux du PNB et PIB, pour mesurer le bien-être humain, comme les indices de développement humain (santé, éducation, droits de l'homme...).
3. **Des éléments de mesure de l'état de la nature** tels l'Indice *Planète vivante* (WWF) ou bien la mesure des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature Les salarié.e.s, détenteur.trice.s des savoir-faire, sont très bien placé.e.s pour apporter leur expertise. Tandis que les citoyen.ne.s et consommateur.trice.s savent quels sont leurs réels besoins. Mettre fin à l'obsolescence programmée, développer l'éco-conception, les filières de réparation et de recyclage, développer considérablement l'économie circulaire pour que les déchets des uns deviennent les ressources des autres, tout cela serait créateur d'emplois pour une industrie qui ne s'opposerait pas à l'environnement, bien au contraire. Il faut que la puissance publique s'en mêle (de la commune à l'Europe, en passant par l'État), qu'elle définisse de nouvelles institutions et de nouvelles politiques, y compris et surtout industrielles.

L'industrie n'est pas le problème, c'est la solution

L'industrie ne doit plus être guidée par les seuls intérêts financiers. Pour nous, l'industrie n'est pas le problème, c'est la solution, car la novation industrielle au XXI^e siècle sera écologique ou ne sera pas. Nous avons l'ambition d'assurer le développement d'une industrie respectueuse de l'environnement et de la préservation des ressources naturelles afin de satisfaire les besoins essentiels des populations. Nous ne pensons donc pas que l'industrie soit par essence l'adversaire de la nature. Bien sûr, le productivisme et le consumérisme doivent être combattus et nous les combattons. Par contre, toutes les innovations technologiques qui permettent de réduire les pollutions et le prélèvement de ressources naturelles doivent être encouragées.

Nous avons besoin pour cela de vraies politiques publiques dans la durée, coordonnées du local au mondial, s'appuyant sur de grands services publics intégrés. La relocalisation des activités industrielles est un impératif écologique. La montée des besoins en matière

de services au développement des personnes comme la révolution numérique sont de nature à transformer le contenu de la croissance en généralisant, par exemple, pour cette dernière, l'existence de lieux de production et de création décentralisés, distribués et connectés en réseau, gratuits et ouverts à toutes et tous, comme les fab-labs... Enfin, l'essor des industries et de la recherche écologique est un élément constitutif d'une croissance renouvelée au travers des secteurs du bâtiment, de l'énergie, des matériaux, de l'agro-alimentaire...

L'alimentation comme l'eau sont nécessaires à la vie

Or, dans le monde, des millions de personnes en sont privées tandis qu'à l'autre bout, se développent des maladies chroniques dues à la mal-bouffe. L'alimentation doit être pensée dans son ensemble, « de la fourche à la fourchette », afin de répondre à la satisfaction des besoins d'une alimentation saine et accessible à toutes et tous. Dès lors, juste rémunération des producteurs, circuits courts, relocalisation, transparence des processus industriels de transformations doivent être au cœur de nos préoccupations.

Les liens entre agriculture, alimentation et lutte contre la précarité doivent devenir un axe de mobilisation régulier. Ces liens sont indissociables d'une véritable révolution des modes de production pour passer d'un modèle agricole productiviste à une agriculture agro-écologique, respectueuse de l'environnement et de la santé, contribuant à la lutte contre la pollution et le changement climatique.

Penser l'enjeu des communs

Selon la définition la plus usuelle, un **commun** est un système ouvert avec, au centre, une ou plusieurs ressources partagées, gérées collectivement par une communauté ; celle-ci établit des règles et une gouvernance dans le but de préserver et pérenniser cette ressource tout en ayant le droit de l'utiliser. Ces ressources peuvent être naturelles, matérielles, immatérielles. Alain Obadia précise dans *Cause commune*, « la gestion des communs obéit [...] à une logique alternative : celle du partage du droit d'usage et du maintien en bon état [...] pour les générations futures. L'eau, l'oxygène, le climat, les semences mais aussi la libre circulation de l'information, des connaissances et du savoir sont le plus souvent cités dans la liste des biens communs ». Les communs mondiaux peuvent permettre à l'humanité de se donner les moyens de surmonter la crise écologique. Nous devons nous saisir de ce sujet de grand intérêt afin de l'inscrire dans la palette de nos pratiques alternatives.

Défense, promotion et développement des services publics

Le développement des services publics de l'environnement et de l'écologie devient crucial, tout comme celle d'entreprises publiques fonctionnant avec des critères d'économie de ressources naturelles et de moyens matériels... Des services publics nationaux qui doivent coopérer entre eux jusqu'au niveau mondial... **C'est ce que font, en quelque sorte, les élu.e.s communistes** au quotidien dans le cadre de leurs mandats. Ils agissent pour l'environnement répondant ainsi aux aspirations de leurs concitoyen.ne.s. Ils le font souvent de façon

singulière et innovante et toujours en co-élaboration avec les populations. Les élu.e.s s'entourent d'équipes de qualité pour donner au service public la force de l'intérêt général et de la mise en commun ou encore en soutenant l'existence d'un secteur associatif, coopératif dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Cet atout doit être une source d'inspiration et être nettement plus valorisé.

C'est dans cette dynamique que doivent s'inscrire nos mobilisations pour la défense, la promotion et le développement des services publics comme ceux de l'eau et des déchets qui restent à créer. Les luttes actuelles pour préserver le service public ferroviaire et de l'énergie sont emblématiques du sens de notre combat transformateur. Car l'élaboration des directives libérales, avec l'accord de nos gouvernements successifs, pour déréglementer et livrer à la concurrence des pans entiers de nos activités publiques n'ont qu'un seul but : ouvrir de nouveaux espaces d'appropriation et de profits au marché libéral. Accepter cela reviendrait à abandonner des biens communs essentiels appartenant à la Nation – c'est-à-dire à toutes et tous les citoyen.ne.s – au marché.

Développer les services publics et s'émanciper des marchés demande des financements publics, beaucoup plus massifs qu'actuellement, qui ne soient pas financés par une taxe marchande [...]

*de Copenhague en 2009 à la COP 21 de Paris en 2015
le climat au cœur du combat communiste*



POUR UNE ALIMENTATION SAINE, DE QUALITÉ ET ACCESSIBLE A TOU·TE·S Xavier Compain

Un nouveau modèle de production agricole conjuguant l'impératif écologique à la nécessité de nourrir l'humanité

Le nombre d'exploitations agricoles n'a cessé de diminuer depuis plusieurs décennies. En 10 ans, un quart des exploitations agricoles a disparu. La majorité des agriculteur.trice.s est victime d'un modèle agricole productiviste, qui dans un contexte de libéralisation des marchés agricoles, conduit certains à s'agrandir ou à intensifier leur activité alors que d'autres sont condamnés à cesser leur métier. L'agriculture est de plus en plus duale avec d'une part, une minorité d'entreprises agricoles de plus en plus grandes intégrées aux marchés internationaux et aux filières agro-industrielles et, d'autre part, beaucoup de petits agriculteurs qui vivent... Beaucoup de ces petit.e.s agriculteur.trice.s vivent dans une grande précarité, leur activité est remise en question au gré des crises agricoles. Il y a trois fois plus de suicides chez les agriculteur.trice.s que dans la population totale. De nombreux jeunes renoncent à s'installer. Le montant des investissements nécessaires, les perspectives de revenus et le difficile accès au foncier constituent autant de freins à l'installation. Le renouvellement des générations en agriculture est actuellement insuffisant pour maintenir le nombre d'exploitations agricoles qui continue à s'effondrer au rythme de 20 000 par an.

L'agriculture s'inscrit aujourd'hui dans de puissantes filières agro-financières dominées par l'aval et par l'amont (*agrobusiness* et grande distribution). Les récents scandales alimentaires témoignent des dérives de l'agro-industrie, fondée sur la recherche du moins-disant social et environnemental et où priment les seuls intérêts financiers. Le développement des firmes en amont et en aval s'accompagne d'une captation croissante de la valeur ajoutée agricole au détriment des agriculteurs et des consommateurs comme d'une détérioration de la qualité des aliments.

Depuis les années 1990, la libéralisation des marchés agricoles a, peu à peu, succédé aux efforts entrepris les décennies précédentes pour disposer de politiques agricoles fortes afin d'assurer la sécurité alimentaire. Depuis 1992, les réformes successives de la Politique agricole commune (PAC) dans le cadre de l'offensive libérale, ont progressivement conduit à la suppression des outils de régulation et à l'ouverture des marchés agricoles à la spéculation financière, ce qui entraîne une forte volatilité des prix agricoles. Le système d'aides directes, fondamentalement injuste et créateur de rentes, favorise la concentration de la production au sein de chaque pays, renforce la concurrence entre les agricultures européennes, entre l'Europe et de nombreux pays du sud.

Les dernières moutures de la PAC poursuivent le démantèlement des mécanismes de protection douanière et de gestion des marchés (quotas laitiers en 2015) alors qu'elle favorise les mécanismes d'assurances privées. En matière écologique, le « verdissement » de la

PAC n'aura constitué qu'un écran de fumée. Le système d'aides directes reste inégalitaire entre territoires et entre agriculteurs.

Le gouvernement Macron-Philippe-Travert ne porte pas de projet de rupture avec le modèle actuel. Il ne remet pas en cause le libéralisme et le productivisme pour la majorité des systèmes et sur la plus grande partie du territoire au nom de la « compétitivité » de l'agriculture.

Les stratégies de marge de la grande distribution continuent d'être appliquées sans vergogne. Les gouvernements successifs depuis deux décennies ont au travers des lois de modernisation (LME) et de régulation économique (LRE), permis aux distributeurs d'avoir les coudées franches. Faute de police des prix, la puissance publique laisse les producteurs subir des prix d'achat trop souvent inférieurs au coût de production.

Pour la distribution, l'accroissement des importations vise à compresser toujours plus les prix d'achat aux producteurs. Cette dernière qui affiche maintenant l'approvisionnement en fruits et légumes low cost, de part le globe, aux conditions de dumping social et environnemental quasi affichées.

Les pratiques salariales de ce secteur sont malheureusement souvent à l'avant pointe de la déréglementation du travail : des salariés contraints au travail à durée déterminée, horaires dérégulés, rupture conventionnelle...

Face aux actionnaires de ces groupes dominateurs, il ne peut suffire d'en appeler à leur simple « responsabilité » pour « ne pas spéculer sur une baisse des cours » comme l'a adressé récemment le ministre de l'Agriculture. Cela rappelle un ancien président de la République qui voulait moraliser le capitalisme.

Le PCF défend l'agriculture paysanne Est-ce un modèle en mesure de répondre aux besoins de l'humanité ?

Le PCF s'engage pour un nouveau modèle agricole produisant une alimentation saine et de qualité, accessible à tous ; assurant une juste rémunération aux agriculteur.trice.s, comme aux salarié.e.s des filières agroalimentaires ; créant des emplois par une réappropriation sociale et relocalisation de l'alimentation et contribuant à engager la transition agro-écologique de l'agriculture.

Une véritable révolution des modes de production est nécessaire pour passer d'un modèle agricole productiviste à une agriculture agro-écologique, respectueuse de la santé des agriculteur.trice.s, des salariés de l'agriculture et de la population, protégeant l'environnement et la biodiversité et contribuant à la lutte contre le changement climatique. Repenser les systèmes de production et les pratiques agricoles est indispensable. La production doit s'orienter vers des systèmes plus écologiques, autonomes et diversifiés, faiblement consommateurs de ressources non renouvelables (carbone fossile) pour sortir des impasses dans lesquelles la logique productiviste a conduit l'agriculture française. Il nous faut aujourd'hui stopper la consommation toujours plus accrue de pesticides et d'herbicides de synthèse, inverser le processus d'hyper spécialisation des territoires qui occa-

sionne des pollutions environnementales, fragilise l'économie territoriale ou éloigne la production des bassins de consommation.

La relocalisation des productions et le développement de circuits de proximité constituent un des fondements de la transition écologique de l'agriculture. Il s'agit : de développer les productions fourragères, en les associant étroitement aux productions animales et aux autres productions végétales, afin de reconquérir notre indépendance protéique (utilisation de plantes fourragères produisant des protéines à partir de l'azote atmosphérique) et de diminuer l'utilisation d'engrais chimiques, tout en limitant les contaminations de l'environnement par les nitrates ; de rapprocher les lieux de production et d'utilisation des produits agricoles (consommation humaine et transformation) afin de diminuer les coûts et les conséquences écologiques du transport, tout en facilitant l'accès à tous à des produits de qualité.

Le PCF défend une politique foncière rénovée pour juguler le processus d'urbanisation des terres agricoles et stopper la spéculation sur les terres dans l'attente d'un changement d'affectation du sol. Il faut soustraire les élus locaux des pressions qu'ils subissent pour l'artificialisation des terres de leur territoire. Cette politique foncière doit également permettre d'inverser le processus de concentration de la production et garantir l'accès au foncier des jeunes agriculteur.trice.s qui souhaitent s'installer, notamment à proximité des villes où la spéculation foncière est la plus forte.

La création d'emplois directs dans le secteur agricole et la fin de l'exclusion des exploitations les plus fragiles sont indissociables de notre projet car l'agriculture paysanne requiert beaucoup plus d'emplois. Il s'agit également d'inverser le processus de concentration de la terre et de la production qui condamne à la diminution inexorable du nombre d'exploitations agricoles. L'agriculture paysanne vise aussi l'amélioration des conditions de travail pour les agriculteur.trice.s et les salarié.e.s : travailler moins et mieux, diversifier les tâches, améliorer la sécurité au travail, mais aussi retrouver le sens du travail avec le vivant. Il faut repenser le travail saisonnier, le statut des aides familiaux et évidemment la place des femmes dans le secteur (paysannes ou salariées dans l'industrie de la transformation).



*de la fourche
à la fourchette
l'urgence
d'une agriculture
sans glyphosates*

ASSEZ DES INÉGALITÉS ? DROIT A LA QUALITÉ DE VIE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES Belaïde Bedreddine

Je vais développer en quoi, dans mes fonctions d'élu – j'essaye de mettre en place une action qui se veut porteuse tant des préoccupations sociales qu'environnementales – et de militant du Parti, à quel point ce que nous faisons ici est important. Les enjeux de la transition écologique sont essentiels pour la société et, à ce titre, ils le sont aussi pour notre parti. Je me réjouis de l'organisation de ces assises de l'Écologie, intégrées comme l'un des temps forts de la préparation à notre congrès.

Le congrès est ce moment où les communistes regardent la société telle qu'elle se présente à eux, y identifient des contradictions, et décident comment se mettre en ordre de marche pour faire en sorte de les dépasser. Or, quoi de plus porteur de contradictions aujourd'hui que les questions environnementales ? Et dans quels lieux ces contradictions sont-elles les plus fortes, si ce n'est les quartiers populaires ?

Je suis maire-adjoint à Montreuil, ville de la première couronne parisienne, où 100 000 habitant.e.s sont coincé.e.s entre le périphérique, l'autoroute A3, mais aussi le bois de Vincennes et le Parc des Guilands. Je suis aussi vice-président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, en charge de l'Écologie urbaine et de la transition écologique. Comment une collectivité peut-elle s'emparer de ces enjeux ? Quelques exemples.

Le bruit

La Seine-Saint-Denis se caractérise par une forte densité en axes lourds de circulation le traversant. Le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis a mis en place un ambitieux programme d'isolation phonique le long des routes nationales pour réduire les risques sanitaires générés par l'exposition au bruit (hypertension artérielle, troubles du sommeil, états anxieux, consommation de médicaments, arrêts maladie, diminution des performances scolaires...)

En identifiant, à l'aide d'une carte du bruit, les axes générant le plus de nuisance, un plan d'isolation des fenêtres a été mis en place, ce qui a aussi eu pour effet d'améliorer la performance énergétique des logements concernés.

La précarité énergétique

Cette question touche fortement la Seine-Saint-Denis où le parc HLM, bien que mieux rénové que celui du privé, est victime de la suppression de subventions. Quant aux copropriétaires, souvent en difficulté sur les charges de fonctionnement, ils repoussent faute de moyens les travaux d'isolation.

Dans ce contexte, le département a travaillé de concert avec les territoires et leurs agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) pour mettre en place des plateformes de financement et d'accompagnement de la rénovation énergétique.

L'assainissement

Bien que doté d'un réseau d'assainissement efficace, le département a fait le choix de partager son savoir-faire lors de la rénovation urbaine, en incitant les programmistes à mettre en place des noues partout où cela était possible, ce qui présente le double avantage de ne pas saturer les réseaux existants ni les stations d'épuration, mais aussi de créer les îlots de fraîcheur si nécessaires à nos villes.

Les parcs urbains

Au-delà de ces quelques exemples non exhaustifs qui montrent qu'en matière d'écologie urbaine, il faut savoir rester humble devant l'ampleur des nuisances tout en ne renonçant pas à y faire face, la politique du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, c'est aussi des mesures d'ampleur avec, par exemple les 54 millions d'investissement du plan parc, la continuation d'une politique mise en œuvre dès la création du département pour redonner à chaque habitant.e.s plus de 10 m² d'espaces verts, ce qui se traduit aujourd'hui par l'existence de 7 parcs départementaux et la reconnaissance du multi-sites *Natura 2000*, seul exemple de ce label de protection européen en milieu urbain dense.

L'animation populaire

Si le portage et les réalisations politiques sont importants, une action concernant l'écologie dans les quartiers populaires ne peut s'imaginer sans une intervention populaire d'ampleur. Dans ce domaine, la mise en dynamique des séquano-dyonisien.ne.s lors de la COP 21 a été un moment privilégié pour la Seine-Saint-Denis, qui l'accueillait sur son territoire. Cela a été l'occasion d'associer de nombreux acteurs du territoire, économiques, associatifs, institutionnels, simples citoyens, mais aussi la jeunesse, tant en amont de la COP, que pendant, et surtout après. Le comité qui continue à travailler sur la transition énergétique s'appelle la COP 93 et il a pour objectif l'élargissement et l'implication du plus grand nombre sur cette question.

Dans les quartiers populaires, aux inégalités sociales nombreuses, viennent s'ajouter des inégalités environnementales, liées au caractère périphériques des quartiers populaires, où furent historiquement concentrées toutes les nuisances. Souvent situés au bord des grands axes de transport, ils cumulent ainsi les pollutions sonores, de l'air ou de l'eau qui ont évidemment de graves impacts sur la santé. S'ajoutent à cela la précarité énergétique, la malbouffe et un accès aux pratiques sportives plus limité.

Il est évident que les mêmes causes produisent et les inégalités sociales et les inégalités environnementales dont sont victimes les habitants des quartiers populaires et qu'il convient donc de les combattre d'un même mouvement. Souvent à l'instigation des élu.e.s communistes, de nombreuses collectivités locales ont développé à partir des années soixante de grandes politiques structurantes pour permettre le retour de la nature en ville avec la création ou l'extension d'espaces verts de qualité. Ces espaces permettaient de répondre à deux objectifs potentiellement contradictoires : la préservation de la biodiversité, et une forte fréquentation des habitant.e.s.

Ouvrir une fenêtre aux habitant.e.s des quartiers populaires

Ces politiques permettaient d'ouvrir une fenêtre aux habitant.e.s des quartiers populaires, mais ne réglait pas pour autant leur déficit environnemental structurel. Y ont succédé depuis une quinzaine d'années des dispositifs qui s'attaquent aux pollutions sonores, à la précarité énergétique, au traitement des déchets... Bien que porteurs d'une certaine efficacité, ces dispositifs présentent trois limites majeures.

D'abord, ils sont cloisonnés et dépendent de financement et de logiques de fonctionnement qui ne permettent pas leur mutualisation, sauf quelques cas notables comme le soutien à l'isolation phonique qui permet la réduction de la précarité énergétique. Ensuite, bien que tous liés à des enjeux de santé publique, ils ne sont que trop peu appréhendés comme tels, avec des acteurs de la santé rarement associés, ce qui ne permet pas de bien évaluer leurs impacts afin de les amplifier. Surtout, les actions menées, faute de moyens à la hauteur, n'ont qu'une portée limitée car elles sont appréhendées dans un registre technique et non pas politique.

Le lien que nous, communistes, faisons entre inégalités environnementales et inégalités sociales, n'est bien entendu jamais reconnu par les tenants des politiques libérales qui n'appréhendent l'écologie que comme une contrepartie consentie à leurs appétits égoïstes. À ce titre, nous avons un rôle à jouer sur l'écologie dans les quartiers populaires en s'appuyant sur leur analyse de la situation et le rôle qu'ils veulent donner à l'intervention populaire. Ce dernier enjeu est majeur. L'écologie, des quartiers populaires ou d'ailleurs, ne se fera pas par le haut mais devra être un objet d'appropriation du peuple pour son émancipation face à un capitalisme dont l'objectif est de faire de la ville un simple vecteur de financiarisation.

Pour réaliser ce travail politique, il (me) semble qu'une des clés d'entrée est la question du pouvoir d'achat des familles. Aujourd'hui, l'accession à un environnement de qualité est encore dépendante du porte-monnaie, et poser cette question en la liant à la question des salaires, de l'accès public et gratuit au mieux-disant environnemental est peut-être une manière de porter le rapport de force. Car pour l'instant, les femmes et les hommes des quartiers populaires sont considérés par le libéralisme comme des consommateurs captifs, objets de l'obsolescence programmée, de la mal-bouffe, d'espaces communs délaissés... C'est aussi à tout cela que l'on veut s'attaquer.

Je n'ai donc aucun doute sur le fait que dans le combat émancipateur qui est le nôtre, ces questions doivent être portées dans le même mouvement que les autres injustices sociales auxquelles nous nous attaquons.

*dans les quartiers populaires
agir avec la population et lutter avec
la même vigueur contre les inégalités
sociales et environnementales*



URGENCE CLIMATIQUE ? TOUJOURS D'ACTUALITÉ ! Alain Pagano

Pourquoi un changement climatique global ? Quels risques ? Et surtout quelles solutions immédiates et concrètes portons-nous et quelles solutions plus complexes et de moyen terme ?

Le changement climatique est-il une réalité ?

Et déjà, s'il reste quelques climato-sceptiques à convaincre, commençons par la mère des questions : y-a-t-il changement climatique global ? C'est une hypothèse pour le moment non prouvée (d'où les climato-sceptiques !)... mais le changement climatique a été modélisé depuis des années et toutes les prédictions se vérifient : c'est comme dans une enquête policière, cela donne un faisceau d'éléments concordants permettant de se faire une intime conviction. Et plus les indices concordent et plus nous nous approchons de la vérité. C'est pour cela que les climato-sceptiques n'ont plus réellement voix au chapitre. La thèse de la défense devient... indéfendable ! Et en effet, on n'entend presque plus le climato-scepticisme encore tonitruant des années 2000.

Quels changements ?

L'émission de gaz à effet de serre, notamment et principalement le CO₂, contribue à un changement climatique global rapide. Ses traductions sont observées : élévation des températures, fonte des banquises et élévation du niveau des mers (pour les trois signaux les plus connus) avec une cascade de conséquences induites, événements climatiques extrêmes (cyclone *Irma* par exemple), sécheresses ou *a contrario* pluies diluviennes, phénomologie des espèces modifiée, modification potentielle des courants marins.

Quels risques ?

Canicules : surmortalité (humaine).

Événements climatiques extrêmes (cyclone) : destructions, morts, désorganisation (ex : Saint-Barthélémy).

Sécheresses : pertes agricoles, famine, question de l'accès à l'eau potable et possiblement guerres (pour ces 2 raisons).

Pluies diluviennes : inondations, glissements de terrain, morts.

Montée du niveau des océans : disparitions d'îles, avancée de la mer, réfugiés climatiques = nouveaux migrants de demain (mais qui touchera indissociablement pays pauvres et riches).

Changement des courants marins (*Gulf Stream*) : modification sévère du climat local.

À tout cela s'ajoute une modification profonde des écosystèmes aggravant la 6^e crise d'extinction des espèces, de la biodiversité. Banquises : ours polaire, blanchiment des

coraux, sex-ratio des reptiles, phénologie... Changement trop rapide pour évoluer ! Extinction accélérée d'espèces... avec d'autres qui auront des possibilités d'évoluer ! Ces changements concernent toutes les espèces y compris les humains. Difficile de prédire qui pourra survivre à cette crise ! Il ne faut pas verser dans le catastrophisme sans non plus sous-estimer la gravité de la situation !

Quels émetteurs de CO2 ?

Les sources de ces émissions de CO2 sont (chiffres 2015 du ministère de l'Écologie, rapport 2018) :

- les transports (routiers) pour la plus grosse part (29%),
- l'agriculture (17,1%),
- le résidentiel (logements) 16.5%,
- l'industrie (manufacturière et construction 11%, de l'énergie 9.2%) et les procédés industriels et solvants (9.7%),
- les déchets 4.3%.

Quelles solutions ?

Les solutions scientifiques :

- piégeage du CO2 (basaltes, reforestation...),
- diminution des émissions de CO2 (baisse des activités anthropiques, modification des process = développement durable...).

Les solutions politiques... en échec !

La COP 21 a été un moment fort de prise en compte, notamment citoyenne, des enjeux climatiques à l'échelle mondiale.

La COP21 a proposé un certain nombre de pistes dont l'objectif principal est la réduction des émissions de CO2 notamment pour les pays riches.

Chaque pays s'est engagé sur des objectifs nationaux... Mais depuis, les avancées sont nulles... quand on ne recule pas ! Les USA sont sortis de l'accord de Paris. Les objectifs de réduction des émissions de CO2 de la France ne sont pas atteints, celles de l'Allemagne progressent...

L'urgence climatique est donc là, bien réelle.

Quelles propositions ?

Sans intervention citoyenne, il est à parier que les égoïsmes liés au fric vont prendre le dessus sur la sauvegarde de la planète. Le court-termisme du profit et l'adoration du veau d'or sont les 2 mamelles du réchauffement climatique. Mais nous avons des atouts!

1. La sensibilisation aux problématiques écologiques est de plus en plus forte.
2. Elle est très forte dans l'électorat de gauche (41% des électeurs de gauche attendent d'un parti de gauche qu'il propose des solutions écologiques).

L'inconvénient majeur à dépasser, c'est l'idée que nous ne pouvons rien faire qui ne soit pas porté globalement à l'échelon mondial.

Le PCF, c'est ce que je propose au débat, peut porter des propositions qui soient parlantes, accessibles au citoyen, aux militants locaux et que l'on puisse structurer dans la durée aux échelles locales, nationale et européenne pour que la France donne l'exemple et reprenne un chemin vertueux de lutte contre le réchauffement climatique !

Avoir des revendications concrètes pour s'adresser à tous. Avoir des propositions applicables immédiatement pour sortir de la logique du geste individuel éco-citoyen, qui, s'il est utile, ne s'attaque pas à la véritable racine du problème, le système capitaliste sur-exploiteur de la planète comme de l'humain.

Quelques pistes concrètes soumises au débat

Porter haut et fort un plan d'urgence contre le réchauffement climatique global ! C'est la priorité des priorités écologiques !

Pour la réduction des gaz à effet de serre, le premier angle d'attaque est de modifier radicalement les modes de transports en réduisant fortement le tout routier (voitures et camions), gros émetteur de CO2 (29% pour rappel des GES).

Pour cela, 3 propositions complémentaires :

- **la gratuité des transports en commun** qui a 3 mérites : baisse des émissions de GES par baisse du trafic voiture, lutte contre la pollution de l'air, et in fine, des gains de pouvoir d'achat pour les usagers ; cette bataille est menée avec allant dans plusieurs zones du pays (compétence communautaire ou régionale) et donne de la crédibilité nouvelle au Parti , il faut travailler en revanche le financement de cette proposition
- **le développement du fret ferroviaire**, beaucoup plus écologique que les camions dont l'usage devrait être limité à de la desserte de proximité ; ce plan de relance du ferroviaire devrait être, selon moi, un des enjeux majeurs portés à l'élection européenne ; parmi les 14 propositions décidées par le Conseil national, celle-ci devrait apparaître en haut des priorités pour donner une identité forte, une proposition écologique crédible à notre liste
- **les circuits courts agricoles et industriels** pour réduire les besoins de transport ; c'est une relocalisation des productions qui est nécessaire, relocalisation favorable à l'emploi !

Autre proposition concernant :

- **des mesures aidant à la sobriété énergétique par un plan plus rapide et plus ample de rénovation thermique du logement** (qui pèse 16.5% des émissions de GES), là encore favorable au pouvoir d'achat de nos concitoyens sur leurs factures d'électricité ou de gaz... à condition que les aides à la rénovation soient importantes.

On pourrait causer des mesures concernant la production agricole (favoriser la petite paysannerie au détriment de l'agrobusiness...), ou encore des pistes pour réduire les émissions de GES dans l'industrie.

En revanche, nous pouvons faire totalement l'impasse sur les priorités énergétiques... même si on ne les débatta pas vraiment là mais dans l'atelier sur le mix énergétique qui se tient en parallèle. Les industries de l'énergie, c'est 9.2% des émissions de GES. Faire baisser ce chiffre qui est très bas en comparaison avec d'autres pays européens nécessite d'aller vers une baisse des énergies carbonées (gaz, charbon, pétrole) qui sera nécessairement compensée par l'augmentation des énergies décarbonées (les énergies renouvelables en priorité). L'abandon rapide du nucléaire paraît difficilement tenable dans ce contexte.

Voilà quelques pistes de réflexion. Elles ne sont évidemment pas fermées à d'autres idées et propositions. Le plus important étant de passer à l'action.

Quelles actions ?

Nous avons fait signer une pétition en 2014 pour réclamer en 2015 une COP21 contraignante, avec un succès mitigé.

Peut-être faut-il relancer une pétition *Plan d'urgence contre le réchauffement climatique* en utilisant tous les moyens classiques et modernes (pétition papier, sur internet, pub sur les réseaux sociaux) et en développant les 2-3 propositions concrètes qui rendent cet objectif réaliste.

Peut-être faut-il réaliser des actions spectaculaires à l'image de celle que nous allons réaliser à 12h30 ?

Ou encore imaginer d'autres modes d'actions. Là encore, le débat sera riche de vos remarques et idées.

*mobilisation communistes avec d'autres mouvements
à la veille de la COP 21 pour peser sur les chefs d'État réunis à Paris*



EUROPE : AMPLIFIONS LES CONVERGENCES Marie-Pierre Vieu

Quand nous parlons de la crise que traverse l'UE, nous avons en tête le fossé grandissant entre les peuples et un modèle européen soumis à la loi de la concurrence libre et non faussée, nivelant par le bas les législations sociales et les droits citoyens dans les différents États membres.

Il est important de voir que les orientations structurelles communautaires en matière d'économie et de démocratie contraignent aussi le reste des politiques publiques décidées à l'échelon supranational. Parmi elles, bien sûr, l'environnement.

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'UE n'est pas inactive : les États-membres ont pour 2030 des objectifs contraignant d'amélioration de l'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et de diminution de gaz à effet de serre. Mais ces objectifs sont toutefois insuffisants pour espérer atteindre les objectifs de la COP21. De plus, ils sont objets d'instruments et de politiques spécifiques soumis aux logiques capitalistes.

Les marchés, régulateur de la crise écologique ?

Ainsi, le principal instrument communautaire en matière climatique repose non pas sur de la réglementation publique mais sur les ressorts du marché, par le biais du « marché carbone ». Dans les secteurs électrique et industriel, qui représentent environ 40% des émissions européennes actuelles, chaque entreprise doit, si elle souhaite émettre une tonne de CO₂, posséder un quota qui est une sorte de permis de polluer et qu'elle aura soit reçu gratuitement, soit acheté sur ce marché. Dans les faits, cet instrument est resté sans grande efficacité pour réduire les émissions européennes : les producteurs de ciment, par exemple, ont reçu plus de quotas gratuits que nécessaire et réalisent un profit en revendant leur surplus, et les producteurs d'électricité paient un prix du CO₂ qui reste trop bas pour les inciter à se décarboner.

En matière énergétique, la stratégie européenne repose sur la libéralisation du secteur, par le biais de plusieurs directives adoptées depuis les années 1990. Dans ce domaine aussi le poids des lobbies se fait sentir : les populations espagnoles et françaises sont actuellement mobilisées contre la construction d'un gazoduc transfrontalier inutile (projet STEP) mais désiré par une entreprise espagnole proche du gouvernement.

En matière de rail, où il y aurait un défi majeur à relever pour faire prévaloir à l'échelle de l'UE une alternative au tout camion en répondant au défi de l'égalité territoriale et de libre circulation, avec le 4^e paquet ferroviaire, on franchit un cap supplémentaire dans la libéralisation du secteur ouvrant la voie à la politique Macron de casse du statut des cheminots et de privatisation de la SNCF.

Enfin, en matière agricole, il convient de rappeler que l'Europe lui consacre actuellement un peu moins de la moitié de son budget. Cependant, ces aides financières ne suffisent plus à faire face aux défis de la concurrence internationale, notamment avec, d'une part,

l'OMC qui exige que les prix européens s'alignent sur les cours mondiaux et, d'autre part, la Commission qui conclut des accords de libre-échange avec des pays à l'agriculture peu encadrée (comme bientôt peut-être avec le Mercosur). De plus, les aides européennes vont essentiellement aux gros producteurs et des milliers d'agriculteurs ont dû abandonner leur exploitation, las de leur niveau de vie en dégradation constante.

Libre-échange, libéralisations, marché carbone plutôt que réglementation et mécanismes publics : notre planète ne mérite manifestement pas une remise en question idéologique...

On assiste à une amplification de politiques fondées sur la finance

Pire, alors que se sont engagées les discussions pour établir le nouveau cadre financier pluriannuel post Brexit, on assiste à une amplification de politiques fondées sur le développement de la finance, sacrifiant ce qui subsiste de politiques de cohésion sociale, marquant un recul mortifère pour l'agriculture paysanne en matière agricole (-15% pour le budget de PAC), refusant de mettre en place une vraie fiscalité s'attaquant à la finance et qui dans le même temps met la propriété sur la défense et la sécurité des frontières (frontex) et prônant de nouvelles libéralisations touchant à des secteurs clés du développement et des enjeux écologiques tels les transports routiers et les énergies renouvelables.

La riposte

Face à cette inflation libérale qui à terme peut conduire à de nouveaux pillages et ravages pour l'homme et l'environnement, l'écologie s'impose comme une question structurante des opinions publiques avec une prise de conscience sur les enjeux structurants tels la souveraineté et la sécurité alimentaire, le changement climatique et la disparition de la biodiversité, les migrations, les frontières.

Des convergences européennes font jour autour desquelles se fédèrent des luttes et qui méritent d'être travaillées sur le fond car porteuses de la remise en cause des logiques européennes. Parmi lesquelles :

- le glyphosate et l'urgence d'un plan européen de sorties des pesticides, le refus des perturbateurs endocriniens et des OGM,
- plus largement grandit l'affirmation d'une PAC plus favorable au local et à l'artisanal avec le développement d'une agriculture paysanne et de proximité, de circuits courts...
- l'abolition du marché du carbone et en lien avec l'exigence d'une taxation des transactions financières à l'échelle de l'UE et de la lutte contre les paradis fiscaux, la création d'une taxe écologique juste,
- la socialisation locale de la gestion de l'eau : extraire l'eau du marché et en faire un bien commun,
- la lutte contre les directives de libéralisation du gaz et de l'électricité : revoir le paquet énergie pour le sortir des logiques de concurrence avec notamment l'actualité en France des concessions au privé des barrages hydrauliques ; un moratoire sur la directive de libéralisation du rail (retour sur le 4^e paquet ferroviaire) et faire valoir le principe d'obligation de service public pour préserver une offre publique de proximité,

- relocaliser la production dans le cadre d'une nouvelle stratégie industrielle européenne, faire valoir un protectionnisme solidaire en matière commerciale pour ne pas importer de l'autre bout du monde des produits conçus dans des conditions environnementales et sociales déplorables ; dans ce cadre, les batailles engagées contre le TAFTA et le CETA, aujourd'hui contre le MERCOSUR, sont déterminantes.

L'écologie est une résistance. Face au *greenwashing* mensonger auquel s'adonnent continuellement les entreprises comme les instances nationales et la Commission européenne, grandit l'exigence de rompre avec les orientations des traités européens et de la BCE pour éviter le désastre.

Grandit aussi la conscience que refuser de subir la mondialisation capitaliste requiert de se battre pour une régulation à un niveau supérieur et que l'UE peut être un échelon pertinent en ce qui concerne les questions écologiques. L'évasion fiscale des multinationales, en particulier du secteur numérique (les « GAFAM »), le changement climatique, la vague de robotisation qui vient, le respect du droit international pour les réfugiés, la protection des données personnelles ou encore la menace terroriste sont par essence des enjeux internationaux. Plutôt que de se résigner à l'impuissance collective organisée par les libéraux et conservateurs, l'avènement d'une véritable puissance publique européenne qui permettrait le recouvrement de la puissance publique nationale et donc aussi la revitalisation des démocraties nationales incombe à la gauche.

Le PCF doit continuer à légitimer ces exigences, leur ouvrir une perspective sociale, être visible sur ce terrain-là du combat d'idées et politiques.

Se doter de pistes de réflexion et d'actions

Il est deux questions sur lesquelles il nous faut aujourd'hui avancer. La première est d'intégrer l'écologie comme un enjeu prioritaire d'un projet européen radical et progressiste. La construction d'un éco-communisme passe par là. Cela pourrait se concrétiser par la rédaction d'un texte manifeste qui scellerait notre entrée en campagne européenne sur le terrain de l'écologie.

Pour ne pas rester dans un discours d'intention, il apparaît également important de mettre en commun les expériences locales en France et dans les autres États-membres pour des revendications cohérentes.

Parmi tous les sujets évoqués, la question de l'agriculture est structurante du débat européen. Nous voulons sanctuariser les crédits de la PAC en les orientant prioritairement vers les petites structures (plafonnement des aides, augmentation de la surprime des 52 premiers hectares et de la prime d'installation des jeunes). De plus nous voulons faire primer un protectionnisme solidaire et militons pour la sortie de l'agriculture de l'OMC.

L'ensemble de ces revendications convergent sur l'ouverture d'un droit européen à la qualité alimentaire couvrant l'exigence de souveraineté et de sécurité alimentaires.

Le PGE a décidé de mener une bataille publique autour de cette revendication dont les communistes pourront s'emparer et la faire vivre dès cet été.

QUEL MIX ÉNERGÉTIQUE EN FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE ? Céline Brulin

Avec l'énergie, nous sommes au croisement de véritables enjeux de société. On pourrait surtout dire de progrès humain car il y a encore 1,5 milliards d'habitant.e.s de la planète qui n'ont pas accès à l'électricité. En France, je pourrais évoquer les 12 millions de Français qui sont en situation de précarité énergétique – ce chiffre est en augmentation.

Ce sont aussi des enjeux de souveraineté et d'indépendance nationale dans un monde dominé par un capitalisme mondialisé et financiarisé où les foyers de tensions pour ne pas dire plus, se multiplient et s'aiguisent dangereusement. D'ailleurs, cela n'est pas toujours étranger aux questions énergétiques pour ce qui concerne les guerres au sens propre, mais aussi la guerre économique que se livrent un certain nombre de puissances.

Ce sont enfin des enjeux industriels très forts, tout particulièrement pour la France qui a subi une très importante désindustrialisation avec, à la clé, des pertes de savoir-faire et des conséquences directes en matière de sûreté et de sécurité, sans compter les pertes d'emplois par dizaines de milliers. On évalue à 1,5 millions le nombre d'emplois industriels disparus dans notre pays ces dernières décennies au travers de fermetures de sites de production énergétique.

Évoquons, par exemple, le cas Pétroplus. Pétroplus était une raffinerie implantée en Seine-Maritime qui a fermé il y a quelques années. Elle a fermé parce qu'on consomme moins et qu'on a moins besoin de raffiner du pétrole. Mais parce qu'il est désormais raffiné ailleurs, notamment dans le Sud-Est asiatique. D'autres conséquences sont induites par la désindustrialisation. On peut aussi citer une entreprise de taille moyenne qui fabrique des emballages plastiques totalement biodégradables et dont le patron nous avait très clairement expliqué, il y a quelques années de ça, que pour lui ce qui était bien plus décisif dans la compétitivité de son entreprise, ce n'était pas le coût du travail mais précisément le coût de l'énergie. On pense évidemment au pétrole, puisqu'il s'agit-là d'une production de matière plastique mais aussi à l'électricité, dont il avait besoin pour faire fonctionner son entreprise.

Cela touche à des enjeux d'aménagement du territoire et de respect de l'égalité républicaine. Cela fait référence au risque lié à la libéralisation, aux déréglementations avec une régionalisation de plus en plus importante des politiques énergétiques qui peuvent considérablement accroître les inégalités entre territoires, y compris mettre à mal la péréquation tarifaire pour ce qui concerne le tarif du gaz et de l'électricité dans un secteur qui connaît, de longue date maintenant, une offensive libérale extrêmement puissante. On a évidemment en tête, parmi les décisions les plus récentes, le bradage d'Alstom Énergie à General Electric. Si on remonte à des décisions beaucoup plus lointaines, la séparation d'EDF et de GDF, la privatisation de Total, etc.

Évidemment, nous pouvons évoquer brièvement le risque de la fin des concessions hydro-électriques. Sans détailler par le menu cette offensive que vous connaissez bien, elle peut mettre à mal de nombreux outils stratégiques sous maîtrise publique – une des particularités de la France.

Réfléchir à la globalité des enjeux avec l'impératif du réchauffement climatique

Il faut réfléchir à la globalité de ces enjeux avec un impératif absolu : la lutte contre le réchauffement climatique. C'est le plus gros risque environnemental qu'encourent aujourd'hui l'humanité et la planète. Ce qui implique une diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES). Tout cela dans une actualité politique et sociale particulière marquée par des mouvements sociaux qui mettent en mouvement plusieurs secteurs d'activité et en particulier les personnels des industries électriques et gazières, mais plus globalement des mouvements qui ont au cœur la contestation de la libéralisation, en particulier à la SNCF. Tous ces services publics connaissent des situations d'extrême tension. Dans ce contexte, le Parti communiste français a des messages forts à porter qui peuvent nourrir les mobilisations et le mouvement social actuel.

L'autre élément d'actualité, même s'il est un peu moins populaire, c'est l'organisation du débat public, au sens institutionnel du terme, autour de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Vous savez certainement que la définition de la PPE est contenue dans la loi Énergie dite « pour la croissance verte » d'août 2015 que nous n'avions pas votée mais qui aujourd'hui est mise en œuvre. Cette PPE doit définir la stratégie énergétique de la France pour les 10 prochaines années, plus exactement sur deux périodes successives de 5 ans. C'est donc un document de planification à l'échelle nationale, qui a des conséquences pour les collectivités territoriales. En effet, les régions sont de plus en plus sollicitées sur les politiques énergétiques. C'est aussi le cas pour les communautés d'agglomération ou les communautés de communes. Pour répondre à la question légitime qui a été posée hier, nous travaillons à la rédaction d'un cahier d'acteur qui donnera l'avis du PCF sur ce que doit être cette programmation pluriannuelle de l'énergie, en tentant de prendre en compte la globalité des enjeux que nous venons d'évoquer trop brièvement. C'est un document officiel rédigé dans un format imposé, contraint en terme de signes (13 000 signes), ce qui est assez contraignant pour communiquer tout ce qu'on a à dire sur un tel sujet. Nous pourrions par exemple décliner ce document officiel sous une forme plus populaire pour la diffuser sur tous les lieux où on le jugera nécessaire.

La commission nationale du débat public (CNDP) sollicite l'avis sur 4 grands enjeux. Rappelez-les brièvement puisqu'ils sont assez pertinents, et le fait que la CNDP pointe ces enjeux, n'est pas complètement anodin.

Où en sommes des objectifs prévus par la loi ?

Le premier aspect, c'est un ensemble de questions : « Où en sommes-nous des objectifs prévus par la loi, des émissions de gaz à effet de serre, de la consommation et de la production d'énergie ? ». On a beaucoup de choses à dire là-dessus.

Ensuite, la Commission propose de traiter les conditions à réunir afin de poursuivre les dynamiques constatées et d'un point de vue – c'est ça qui me semble aussi intéressant – tant social, que territorial, environnemental et économique. Elle propose qu'à l'horizon de la PPE, des options soient envisagées. Elle demande par ailleurs d'effectuer des prospectives : les consommations électriques vont-elles repartir à la hausse ou bien diminuer ? Quelles évolutions faut-il encourager, par exemple sur la motorisation des parcs de véhicules ? J'y ajouterai, puisqu'on a un débat actuellement sur le ferroviaire – qui pose à mes yeux un enjeu encore actuel d'électrification pour un certain nombre de lignes ferroviaires tant pour le transport des personnes que des marchandises avec des lignes dédiées au fret ferroviaire. Il faut continuer d'électrifier des lignes parce que des locomotives diesels utilisées pour le fret restent polluantes. La commission demande des solutions pour piloter, animer et évaluer les politiques énergétiques de la France .

Le PCF, acteur du débat public sur l'énergie

Je voudrai maintenant consacrer mon propos à la présentation du projet de cahier d'acteur du PCF.

Nous affirmons en tout premier lieu qu'en 2016 et 2017, la production française de gaz à effet de serre est repartie à la hausse. Notre pays s'écarte de la trajectoire vertueuse de la COP 21. De ce fait, la transition énergétique doit à nos yeux concourir à transformer le modèle actuel, dans lequel les énergies fossiles sont dominantes en les supplantant par des énergies décarbonées. On indique très clairement que ce doit être la priorité de la PPE. On argumente sur le fait que « même si il convient de développer l'efficacité énergétique, les besoins vont augmenter y compris en France et tout particulièrement les besoins en énergie électrique », on y reviendra peut être.

On propose de faire un bilan, et évidemment pour notre part, nous faisons un bilan extrêmement critique de la libéralisation du secteur qui s'est traduit par des augmentations de coûts, des disparitions de savoir-faire, un dumping social et une sous-traitance en cascade qui pose des problèmes de sûreté et de sécurité des infrastructures auxquels s'ajoute un affaiblissement global de notre secteur énergétique qui conduit à des gaspillages sans nom.

Sur les conditions pour réussir cette transition, nous développons le fait qu'il faut agir sur le secteur des transports qui est un important secteur émetteur de CO2. Sans parler du nécessaire développement du ferroviaire, du transport fluvial, ou des véhicules routiers propres, etc.

Sur l'arlésienne de la rénovation thermique des bâtiments, nous estimons que les plans se succèdent mais les financements sont rarement au rendez-vous. Nous relevons les enjeux de constitution de véritables filières professionnelles, de la formation, de la recherche et de mobilisation financière pour l'investissement bien évidemment. Cette faiblesse est pour le moins un handicap, aujourd'hui, dans notre pays, car la recherche, par exemple, est évidemment un élément déterminant si l'on ne veut pas prendre encore plus de retard pour envisager un avenir à long terme utile à la structuration et reconquête de filières industrielles.

Quel mix énergétique ?

On est aussi en alerte sur ce qu'on pourrait appeler une forme de décentralisation du mix énergétique, de régionalisation, qui pourrait, inspirée par les politiques libérales, se traduire par un accroissement terrible des inégalités, la fin de la péréquation tout comme des menaces de délocalisation de productions au-delà de nos frontières. Le réseau Supergrid pourrait dans quelque temps produire et transporter du courant continu sur de beaucoup plus longues distances qu'aujourd'hui. Ce projet pourrait rebattre un certain nombre de cartes et on imagine bien ce que, dans les logiques actuelles, ça pourrait donner notamment en termes de fragilisation de l'indépendance de la France. Il est donc indispensable, à nos yeux, que la puissance publique nationale joue tout son rôle sur un secteur stratégique aussi déterminant et qu'elle reconstruise un certain nombre de leviers en ce sens.

On en vient au mix énergétique que nous proposons. C'est un mix énergétique diversifié qui prend en compte le niveau de maturité des différentes technologies en privilégiant les moins émettrices de CO₂. L'énergie électrique présente l'inconvénient de ne pas pouvoir être stockée, cela nécessite donc de mobiliser différentes sources de productions. Nous disons clairement que nous sommes favorables aux énergies renouvelables (ENR) aux côtés de notre mix énergétique historique composé essentiellement de nucléaire et d'hydraulique. Toutefois, nous refusons que les énergies renouvelables soient le cheval de Troie de nouvelles libéralisations. Or, aujourd'hui, il y a des investissements dans ce secteur parce que la rentabilité des capitaux y est plus élevée que dans d'autres domaines. Nous pourrions abondamment développer sur l'inexistence d'intervention stratégique qui fait que les filières, notamment éoliennes qu'on nous promet depuis des années sont complètement laissées à la merci des marchés. Les Havrais par exemple, à qui on promet des usines de fabrication d'éoliennes depuis des lustres, pourraient vous en parler longuement.

On évoque également l'enjeu du bradage des concessions hydrauliques, je ne développe pas.

Les conditions nécessaires pour réussir la transition énergétique

On pointe que le potentiel de production éolien et solaire ne doit pas être surestimé. Nous affirmons qu'il n'est pas concevable que l'on ferme les quelques centrales thermiques qui demeurent en France, représentant un très faible pourcentage d'émissions de CO₂ sans que des projets alternatifs soient arrivés à maturité, et cela pour des raisons liées aux besoins du réseau et aussi pour des raisons sociales liées à l'emploi, bien évidemment. Nous proposons un renouvellement du parc nucléaire et la mise au point de réacteurs de 4^e génération qui soient moins émetteurs de déchets nucléaires et qui fassent même – et il y a des spécialistes qui interviendront sur ce sujet – des déchets une sorte de nouvelle matière première. Pour cela, nous affirmons la nécessité de disposer d'un modèle de surgénérateur qui permettrait d'économiser l'uranium importé. Nous précisons aussi différents aspects de sûreté des centrales françaises et la nécessité d'élévation du niveau international de sûreté pour laquelle la France doit être moteur afin que la production nucléaire

soit toujours placée sous contrôle public et citoyen. C'est à l'échelle mondiale que doit être envisagée la sûreté avec l'émergence de normes de sûreté internationales de haut niveau.

L'énergie : 100% publique !

Enfin, notre proposition de loi qui vise à la création d'un pôle public tout en développant les coopérations notamment à l'échelle européenne – notre souveraineté et notre indépendance énergétique n'excluant pas, bien au contraire les coopérations à mettre en œuvre dans le secteur.

Un dernier mot pour lancer le débat. Le PCF, pourrait avoir un rôle à jouer pour mener et initier sur ces questions un débat public constructif et serein qui permette de nous projeter dans la société, le monde, que nous visons à l'horizon d'au moins à 50 ans, et donc pas à l'échelle des prochaines élections européennes. Débattre d'une vision de long terme, en tirant enseignement du fait que la politique énergétique est trop souvent le fruit d'instrumentalisation, de postures politiciennes. En effet, des choix extrêmement importants ont été faits dans notre pays mais qui l'ont été à l'aune de postures politiciennes. Je crois que nous devrions être entendus sur cet aspect. Nous sommes en capacité de développer des perspectives extrêmement rassembleuses et très larges si nous prenons l'offensive pour montrer que ce sont des questions qui doivent, qui méritent un débat avec toute la hauteur nécessaire, un vrai débat de société. Un véritable débat citoyen qui fasse d'ailleurs appel aussi à une élévation de la culture scientifique globale des citoyens. Aujourd'hui, les sciences sont d'abord un objet de sélection à l'école avant d'être un objectif de formation de citoyens, qui sont, pourtant, de plus en plus confrontés à des choix sociétaux et techniques très, très, lourds dans des domaines qui touchent aux sciences. À chaque fois que le PCF a fait preuve de cette hauteur de vue, il en est sorti grandi. C'est cette attitude qui doit nous guider.

*chaîne humaine
organisée
par le PCF
contre la
privatisation
des concessions
hydrauliques
sur le barrage
du Sautet
(Isère)
le 8 avril 2018*



UNE POLITIQUE NATIONALE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE POUR PRÉSERVER LA NATURE ET LES ÊTRES HUMAINS Jean-Claude Cheinet

Résumé. L'aménagement du territoire est le fait des classes sociales dominantes et organisé à leur profit. La France a connu différentes phases avec une longue tradition d'aménagement piloté par l'État. Mais ce rôle étant délaissé au profit de la mise en concurrence des territoires et de la facilitation des initiatives privées, une gestion sans suite ni cohérence des territoires se met en place là où la prise en compte de la préservation de la nature et de la biodiversité demande un temps long, loin de l'exigence de retour rapide sur investissement exigé par le privé. Dès lors, la légitimité des projets est remise en cause et les choix d'aménagement entrent dans le champ du politique. Cet atelier se propose d'explorer quelques pistes. Si utilité sociale et aménagement durable et solidaire s'imposent, des questions demeurent :

Comment jouer un rôle moteur dans une remobilisation des couches populaires afin qu'elles pèsent sur les choix et leur réalisation ?

Comment connecter luttes locales, choix locaux d'aménagement et perspectives de changement de société ?

Quelles cohérences entre choix locaux, régionaux, nationaux ? Et supra nationaux (européens) ? Comment donner le dernier mot à la démocratie ?

Sous des vocables divers, l'aménagement du territoire est chose ancienne : routes royales de Louis XIV, canaux et routes impériales du début du XIX^e siècle, décision d'État pour les « lignes » des grands axes en étoile des chemins de fer, Plan Freycinet de jonction par fer de toutes les sous-préfectures avec Paris ; les buts sont politiques et identiques à travers les époques : la construction de l'unité nationale d'un territoire dirigé depuis Paris par les élites du moment et à leur profit.

Au milieu du XX^e siècle, l'expression d'aménagement du territoire apparaît et enrichit le but ancien en renversant les priorités : l'unité du territoire à aménager doit être fondée sur l'égalité des droits de tous les citoyens à accéder à certains services sur tout ce territoire, l'école publique dans chaque village, la Poste, l'énergie électrique etc. Cet aménagement du territoire promeut naturellement le service public – aménager n'est donc pas politiquement neutre.

De 1945 aux années 1980, les premiers plans quinquennaux puis le puissant outil qu'est la DATAR ont marqué la reconstruction puis la reconfiguration du pays (barrages, réseau électrique unifié, modernisation du réseau ferré...).

À partir des années 1985, ces outils sont volontairement affaiblis ; en effet l'intégration européenne et les choix ultralibéraux des gouvernements conduisent à privilégier quelques équipements seulement, à dégager la place pour les initiatives privées (PPP...), voire à

privatiser des équipements essentiels (autoroutes, aéroports, etc.). Groupes financiers et intérêts locaux se conjuguent alors pour des projets juteux entraînant dans les régions une gestion anarchique (ex : privatisation des centrales hydrauliques des Alpes...) et qui met en cause les équilibres écologiques patiemment construits.

Les impasses du laisser-faire libéral

Ce retrait de l'État ultra-libéral contribue à la déconstruction de l'idée d'un État aménageur pour l'intérêt général, et au passage à un État croupion réduit à ses « fonctions régaliennes ». Mais la cohérence du territoire s'efface, les équilibres territoriaux se dégradent.

- **Le réseau ferré** : les investissements pour le TGV sont allés de pair avec un quasi abandon des « petites lignes » qui irriguent le pays ; certaines sont même abandonnées. Cela perturbe les relations économiques établies et transfère le fret restant sur le camionnage émetteur de gaz à effet de serre tandis que disparaissent des activités et emplois et que les voyageurs sont mal transportés.
- **Ecoles, établissements de santé** : les fermetures de classes, de bureaux de Poste sous prétexte de rationalité financière se multiplient ; des hôpitaux de proximité, des maternités aussi, au mépris de la rapidité et de la proximité nécessaires aux soins. Les EPHAD en difficulté ne pallient pas à une absence de soutien. Et même les « professions libérales » fuient ce qui devient des déserts médicaux. Les opérateurs privés n'offrent que des services rabougris (cars Macron, avions « low coast », distribution de colis UPS, DHL ou Fedex...).
- **Métropoles et déserts ruraux** : cet abandon délibéré du rôle « d'État stratège » pour laisser les intérêts financiers décider des investissements se traduit par une concentration des équipements là où la rentabilité est maximale, c'est à dire dans et autour des métropoles où déjà se concentrent populations intégrées et actives. Les zones plus éloignées sont à la fois refuge des démunis et délaissées. Alors que la ruralité pourrait être un facteur d'équilibre du territoire, les régions rurales deviennent des déserts.

Dans tous ces cas, cette absence d'action d'aménagement est une politique dont les résultats se voient : la proximité des services disparaît, l'égalité des territoires est mise à mal et le service rendu à la population dégradé. Ce ressenti est un point de départ pour l'action.

Nécessité d'une vraie politique d'aménagement

La complexité de l'insertion locale d'un aménagement demande des politiques publiques coordonnées aux différents niveaux administratifs. Ainsi l'intermodalité des transports demande une autorité organisatrice qui coordonne les différents modes (une gare proche des voies routières favorise les échanges avec la voiture, les aéroports régionaux se développent en points de rabattement autour de quelques grands hubs (Roissy pour la France, en concurrence avec Londres, Francfort ou Amsterdam, etc. .

La vérité des coûts reste à établir. Par exemple, les charges du chemin de fer sont maximisées, celles qui devraient incomber à l'automobile/camion et à l'avion sont exagérément minorées, ne serait-ce qu'en ce qui concerne les émissions de CO2, et surtout par la prise en charge des infrastructures par la collectivité.

La question du retour de l'État dans ce rôle d'aménageur est primordiale. Car ce sont les usages et les besoins autant que le caractère durable, qui doivent être à la base de la structuration des projets en s'adaptant aux particularités des territoires en liaison avec les citoyens pour en affiner les modalités (ex : transports collectifs pour les mouvements pendulaires...), ce qui place la **démocratie au centre de la démarche**.

Quelles actions?

Comment susciter dans ces domaines propositions et luttes en dehors des périodes électorales ? Des propositions dont les communistes seraient les porteurs en donnant corps à notre démarche démocratique ? Comment traduire en propositions de luttes les besoins sociaux et l'aspiration à un développement durable ?

Comment peser sur le contenu des politiques d'aménagement quand bien même nous ne participons pas aux exécutifs territoriaux ?

Comment placer les actions locales dans la perspective du nécessaire changement de société ?

Quelles priorités construire entre les différentes échelles territoriales si les réponses des différents niveaux sont différentes ?

Comment informer des enjeux, donner l'ampleur nécessaire au débat public et démocratique qui doit précéder tout choix sur les grandes options d'aménagement ?



non au méga centre commercial Europacity, maintien des terres agricoles fertiles pour nourrir l'Île-de-France



NOUVEAUX MODES DE PRODUCTION ET NOUVEAUX POUVOIRS DANS L'ENTREPRISE : LA PAROLE AUX SALARIÉ·E·S ET AUX CITOYEN·E·S Jean-Noël Aqua

Disons-le d'emblée, notre visée est une transformation écologique profonde de nos sociétés, qui permette de répondre aux besoins sociaux, aux besoins des hommes et des femmes, tout en respectant l'environnement et la santé, que l'on pourrait résumer en une formule, le « développement humain durable ».

Pour réaliser une transition écologique, certains vantent activement les bienfaits du capitalisme vert. Il faut dire que le capitalisme manque de sens. Il cherche constamment à s'adapter, pour épouser les revendications du moment. Afin que tout change sur la forme pour que rien ne change dans le fond. Cela a été le cas avec les revendications autour de l'individu dans les années 70-80. C'est désormais le cas avec l'exigence écologique.

Le capitalisme vert peut servir à donner un sens nouveau à l'activité capitaliste et ouvrir de nouvelles perspectives de consommation.

1. Il est ainsi notable qu'il est tout d'abord activement défendu par les plus ardents défenseurs du libre marché et de la libre entreprise, qui promeuvent une initiative écologique par un marché où les citoyens pèseraient par leurs achats ou leur épargne, et où les États et les collectivités pèseraient par des émissions obligatoires ou des emprunts fléchés... L'idée serait que les consommateurs ou les financiers éclairés pourraient dompter le tigre capitaliste, et l'orienter sur des comportements écologiques.
2. Mais il est aussi notable que ce capitalisme vert est aussi le cadre de travail, pour certains aux motivations écologistes indiscutables, par résignation et manque d'alternative économique et politique crédible. On peut effectivement mettre en place dans son cadre des actions concrètes positives. C'est sûr. Des familles peuvent mettre leurs économies dans des financements participatifs et financer des fermes photovoltaïques. Des collectivités peuvent émettre des obligations vertes pour financer des usines de recyclage. Ces actions positives ne doivent être niées, et elles contribuent à un début de prise de conscience.

Mais si de petits progrès peuvent certainement être gagnés dans ce cadre, disons-le tout de go, le capitalisme vert ne sera jamais la solution aux enjeux écologiques. La temporalité court-termiste du système, ainsi que le dogme fondateur de rémunération du capital, sont **incompatibles** avec le développement d'enjeux de long-terme et de biens communs, qui sont centraux dans les questions écologiques. Pour le dire autrement, on peut peindre en vert un char d'assaut. Il reste une machine de destruction.

Si le capitalisme exploite tant l'homme que la nature et vise essentiellement à l'accumulation de profits, promouvoir un développement humain durable exige de nouvelles finalités à l'activité productive, de la satisfaction des besoins de la population au respect de l'environnement et de la santé. Aussi, nous déclinons l'exigence d'une transformation profonde

du système, afin qu'il réponde à des objectifs décidés collectivement, environnementaux et sociaux...

Et c'est d'ailleurs peut-être l'atout principal de la famille communiste sur ces enjeux environnementaux et sanitaires : notre réflexion sur le système de production. L'analyse de l'influence du système de production sur la société est depuis le début dans l'analyse communiste. Marx a basé sa déconstruction du capitalisme sur l'analyse du système de production, à l'origine des processus d'aliénation et de domination. Cette analyse profonde et complexe du système de production est un atout théorique et pratique, décisif pour développer une écologie radicale, une écologie qui s'attaque aux racines des problèmes.

La question qui nous intéresse est donc : **quelles transformations du système de production devons-nous porter pour prendre en compte les enjeux environnementaux et sanitaires, en parallèle des enjeux sociaux ? Quelles transformations, et bien sûr, comment les réaliser ?** Ce qui pose bien sûr la question du pouvoir des salarié.e.s et plus largement des citoyen.ne.s sur l'activité économique. Puisque si l'on veut pouvoir donner un sens à la production, qu'il soit écologique ou social, il faut bien sûr avoir du pouvoir sur le système productif. Les transformations et les pouvoirs sur l'économie sont donc les deux questions que nous voulons aborder dans cet atelier.

Pour porter ces transformations écologiques, les salarié.e.s apparaissent comme les mieux placé.e.s pour promouvoir des choix d'organisation et des choix technologiques écologiquement responsables et favoriser des productions utiles aux populations. Ces mêmes salarié.e.s portent ainsi parfois ces enjeux dans leurs luttes concrètes.

La lutte à la SNCF est exemplaire à ce titre

À rebours du gouvernement et de la direction, les cheminot.e.s portent *de facto* les enjeux écologiques, en parallèle bien sûr des questions de conditions de travail, et le service public. Même si ce n'est pas la première motivation du mouvement actuel, force est de constater que les salarié.e.s et leurs organisations syndicales ont clairement intégré et revendiquent la dimension environnementale de leur mouvement, que ce soit pour la lutte contre la pollution atmosphérique ou contre le réchauffement climatique, en appelant au développement du transport ferré tant de passagers que de marchandises.

Un autre exemple dont nous allons reparler est la production électrique et la privatisation des barrages hydro-électriques. Vous le savez, le gouvernement de Macron entend céder au privé près de 150 barrages hydrauliques. C'est encore une fois la cession d'une activité lucrative (et amortie depuis longtemps) pour le plus grand bonheur des futurs actionnaires. Là encore, les organisations syndicales s'y opposent pour des raisons sociales, en défendant le service public, ses atouts et sa logique. Mais leurs revendications portent aussi clairement les enjeux écologiques, en revendiquant les atouts environnementaux de ces équipements industriels, tant pour la production des énergies renouvelables que pour la gestion de la ressource en eau.

Dans les deux exemples que je viens de citer, les salarié.e.s défendent un outil existant, en soulignant a posteriori ses atouts écologiques, qui n'étaient pas nécessairement pensés à la création de l'outil.

La prise en compte des exigences écologiques dans les luttes des entreprises

Ce qui est aussi intéressant, c'est la prise en compte désormais des exigences écologiques dans les luttes dans les entreprises, dans la conception des nouveaux projets portés par les salarié.e.s. Les exemples ne sont peut-être pas légion mais sont de plus en plus nombreux. Je pense par exemple à la lutte d'Altéo à Gardanne. Cette usine produit de l'alumine. Son ancien procédé industriel rejetait des boues rouges polluantes, boues rouges qui étaient relarguées certes à 2 000 m de profondeur, mais dans le parc national maritime des Calanques. Les exigences européennes ont contraint l'usine à stopper l'évacuation des boues rouges dans la nature. Le fonds d'investissement propriétaire de l'usine, a un temps envisagé de fermer l'usine pour une délocalisation écologique, et produire ailleurs à moindre coût. Les organisations syndicales ont bataillé pour l'emploi (440) tout en revendiquant des solutions qui prennent en compte l'environnement et la santé. Je cite ainsi la déclaration de la CGT Altéo : *« C'est un faux débat d'opposer industrie et environnement, salarié.e.s et écologistes. Nous faisons tou.te.s partie de la même planète, nous avons tou.te.s besoin d'alumine pour répondre à nos besoins de consommation, nous avons tous un intérêt pour la préservation de l'environnement, pour assurer un bon avenir à nos enfants ».*

Suite aux contraintes légales, mais aussi à la pression des salarié.e.s, le processus industriel a changé, évitant les rejets de boues rouges. On voit dans cette lutte, qui a impliqué non seulement les syndicats mais de nombreux citoyen.ne.s et associations, que la bataille pour l'emploi a bien été couplée aux considérations environnementales et sanitaires.

D'autres exemples se développent. Comme celui de la reconversion des centrales électriques à charbon en centrales à biomasse, associées à de la captation de CO₂. Ou le développement d'une agriculture raisonnée ou biologique par certains syndicats paysans. Le but n'est pas de faire une liste exhaustive, et je suis sûr que vous rajouterez des exemples. Mais ce qui est sûr, c'est que la prise en compte d'exigences environnementales commence à être présente dans les luttes syndicales. La CGT métallurgie le résume bien sur son site, dans un article intitulé **L'écologie, un tremplin pour l'industrie de demain** : *« Nous devons donc réorienter en profondeur notre appareil productif pour à la fois y intégrer les technologies écologiquement les plus performantes, être en mesure de réparer les dégâts déjà causés par notre activité et éventuellement arrêter certaines productions très polluantes ne répondant pas ou plus aux besoins des populations ».*

La question sanitaire

Un autre enjeu de l'action décisive des salarié.e.s, organisé.e.s ou non-organisé.e.s, lanceurs d'alerte, syndicats ou collectifs, concerne bien sûr la question sanitaire, de la santé au travail à celle de la population en général. C'est bien souvent l'action de salarié.e.s, parfois couplée à de multiples influences, qui a permis de révéler des dangers sanitaires et de peser pour leur prise en compte. L'exemple de l'amiante est à ce titre assez emblématique. Si les premiers doutes sur la nocivité de l'amiante datent de la Seconde Guerre mondiale, les entreprises productrices ont nié son caractère cancérigène (et au Canada, continuent de nier). Il a fallu toute la détermination des collectifs de chercheurs en particulier à

Jussieu, d'actions en justice individuelles, de syndicats d'entreprises (par exemple des chantiers navals), pour que la nocivité de l'amiante soit enfin reconnue, et qu'elle soit exclue des processus de production. Que ce soit sur l'exemple du Mediator, ou des fongicides dont Sylvie Bortoli pourra nous parler, on le voit, la parole des salarié.e.s est décisive pour peser sur l'outil de production afin qu'il intègre les enjeux sanitaires.

Mais si tous ces exemples existent et montrent que l'on ne part pas de rien, il apparaît assez clair qu'il faille changer de braquet pour viser une transformation profonde de l'appareil productif visant une transition écologique. Une des questions clés est bien sûr le rôle des organisations politiques, et bien sûr de la force communiste, pour favoriser cette prise de conscience, prise de conscience tant des enjeux écologiques que de la transformation nécessaire des modes de production.

Le pouvoir des salariés

Ce qui m'amène assez naturellement à parler du pouvoir des salarié.e.s, mais aussi des citoyen.ne.s au sens large, sur l'économie. Car si l'on veut imposer des objectifs humains et environnementaux au système productif, encore faut-il avoir le pouvoir sur celui-ci. La contestation de la propriété privée des biens de production, semble ainsi incontournable. Et peut se décliner dans de multiples étapes.

Bien sûr, et de façon assez évidente, une maîtrise collective des entreprises concerne les services publics. Ces services publics, parce que propriété de la collectivité, sont un atout majeur pour la gestion des biens communs comme l'eau ou l'énergie. En permettant une gestion non-uniquement basée sur la rentabilité immédiate, les services publics permettent de développer l'intérêt général à long terme. Et le long terme est justement le temps de bien des enjeux environnementaux.

Au-delà des seuls services publics, un deuxième levier concernant le secteur privé est bien sûr la finance. Les communistes proposent depuis maintenant longtemps un contrôle du crédit, via notamment le contrôle de la création monétaire de la BCE, mais aussi de la nationalisation de grandes banques, et la création de fonds régionaux. L'idée que nous avançons est celle de l'orientation du crédit selon les pratiques sociales des entreprises (création d'emplois, respect des conditions de travail...) mais aussi selon leurs pratiques environnementales (respect des normes environnementales et sanitaires, participation à la transition écologique...). Le crédit étant la source principale des investissements et innovations des entreprises, on comprend toute la force qu'il pourrait représenter au service des objectifs environnementaux. D'ailleurs son utilisation dans ce cadre commence à être intégrée et revendiquée par certains écologistes.

« Last but not least », je n'oublie pas les droits des salarié.e.s et des citoyen.ne.s sur les entreprises. Ils sont incontournables si l'on veut pouvoir réellement réorienter les modes de production, au-delà, bien sûr, des aspects législatifs. Que ça soit par la présence des salarié.e.s et de citoyen.ne.s dans les conseils d'administration, par la définition des grands choix stratégiques ou techniques, les communistes proposent de nouveaux droits et pouvoirs sur leurs entreprises. Il ne s'agit ni plus, ni moins que de faire rentrer la démocratie dans l'entreprise. Cet objectif, visant à des collectifs de travailleurs librement

associés pour reprendre les mots de Marx, est certainement incontournable si l'on veut promouvoir des transformations profondes du système de production. Là encore, on peut dire que cette ligne de force de la pensée communiste, est certainement décisive dans la perspective d'une transition écologique profonde.

Ainsi, je conclurai très succinctement cette introduction par cette phrase du texte d'introduction de cet atelier : « Orienter la production sur les besoins des populations et le respect de l'environnement suppose de nouveaux modes de production, mais aussi de nouveaux pouvoirs des salarié.e.s et citoyen.ne.s sur l'économie pour les imposer », et je vous propose que nous discutons de la déclinaison concrète de cet objectif.

Avant de vous laisser la parole, je voudrais dire que toutes ces dimensions ne sont bien sûr pas uniquement théoriques, même si la théorie est essentielle, mais aussi pratiques. Le but de notre atelier, de ce moment de travail, est de cerner aussi des exemples concrets et immédiats d'actions, pour donner à voir notre visée écologiste et communiste, écommuniste, pour mobiliser et rassembler sur ces thèmes. C'est pourquoi je vous propose dans vos interventions à venir, de prévoir aussi des exemples concrets d'initiatives que nous pourrions décliner dans les mois qui viennent.

Questions

- Quelles luttes concrètes investir prioritairement en matière de nouvelles productions à finalité sociale et environnementale ?
- Sur quelles bases (finalités, pouvoirs, modalités...) promouvoir de nouveaux modes de production ?

Avec la participation de : Sylvie Bortoli, chercheuse Inserm, toxicologie ; Christian Pellicani, président MNLE ; Laurent Heredia, FNME-CGT

construire un nouveau mode de production et de consommation respectueux des êtres humains et de la nature



20 PROPOSITIONS POUR L'ACTION

..... élaborées lors des ateliers

1. **Prendre le pouvoir sur nos assiettes** et donc sur l'ensemble du processus de la « fourche à la fourchette » : production => transformation => distribution => consommation.
2. **Mener des actions sur le contrôle des prix** des denrées issues de l'agriculture vendues dans les centres commerciaux.
3. **Relancer le journal progressiste *La Terre*** en direction du monde rural avec un financement participatif.
4. **Agir pour que la rénovation urbaine prenne systématiquement en compte les enjeux environnementaux.**
5. **Agir pour un autre partage de l'espace public**, réduire la place de la voiture (pollutions de l'air, sonore et visuelle), développer les circulations douces, travailler à la cohésion spatiale entre les quartiers et le centre.
6. **La « bétonnisation » s'accélère dans les banlieues.** Cela provoque des augmentations de points de chaleur liées à la concentration des bâtiments et des risques d'inondations liées aux eaux pluviales... Agir pour réserver un minimum d'espaces verts par habitant.
7. **Profiter des rénovations urbaines pour recréer des noues, des squares qui favorisent la fraîcheur.**
8. **Un plan d'urgence contre le réchauffement climatique assorti de 3 propositions concrètes :**
 - Agir pour la gratuité des transports en commun ainsi que leur développement et le développement des mobilités mode doux (vélo, marche à pied) (baisse des émissions de gaz à effet de serre (GES) par la baisse du trafic voiture, lutte contre la pollution de l'air, et in fine, des gains de pouvoir d'achat pour les usagers).
 - Développer le fret ferroviaire à l'échelle européenne et nationale, beaucoup plus écologique que les camions dont l'usage devrait être limité à de la desserte de proximité.
 - Développer les circuits courts agricoles et industriels pour réduire les besoins de transport. C'est une relocalisation des productions qui est nécessaire, relocalisation favorable à l'emploi !
9. **Un vœu :** élaboration par nos parlementaires d'une proposition de loi d'affichage du coût environnemental (à l'image du Nutriscore pour les aliments) et d'une étude de faisabilité de la mise en place d'une franchise kilométrique.
10. **Agir pour de véritables mesures aidant à la sobriété énergétique** par un plan plus rapide et plus ample de rénovation thermique du logement (qui pèse 16.5% des émissions de GES).

11. **Rédiger un texte manifeste** qui scellerait notre entrée en campagne européenne sur le terrain de l'écologie.
12. **Engager une bataille de terrain sur l'ouverture d'un droit européen à la qualité alimentaire en lien avec le Parti de la gauche européenne (PGE).**
13. **Organiser une large diffusion des propositions du PCF** contenues dans son cahier d'acteur à l'occasion du débat public national sur l'Énergie.
14. **Réactualiser le document de référence *Pour une transition énergétique réussie*.**
15. **Promouvoir la recherche publique. Organiser une chaîne humaine**, revendiquant l'augmentation du budget public de la recherche, autour d'un haut lieu de la recherche scientifique.
16. **Rédiger, éditer et diffuser un document référence du PCF sur les enjeux de l'aménagement du territoire.** Un document utile à la mobilisation et à l'engagement en lien avec la réalité du terrain afin de rendre audibles nos positions dans les débats écologiques de chaque projet d'aménagement.
17. **Promouvoir l'intérêt général de la protection et de l'exploitation de la ressource eau**, à l'échelle européenne et nationale, favorisant la régie publique comme mode de gestion.
18. **Élaborer une proposition de loi de programmation de l'économie circulaire.**
19. **Contribuer à la Journée des coopératives** valorisant des modes de production préservant l'environnement.
20. **Dénoncer la toxicité des anti-fongiques.** Avec les parlementaires, relayer, au plan européen et national, les alertes sur leur nocivité avérée, multiplier les débats locaux sur la thématique pour alerter l'opinion, construire des campagnes pour exiger l'action des pouvoirs publics. L'usage de ces produits, massivement utilisés en agriculture, questionne la production agricole, les enjeux sanitaires (difficulté à révéler les effets cocktails et de long terme), et ceux d'évaluation des dangers (expertise publique, financement de la recherche...).



DES DOCUMENTS DE CONNAISSANCE ET DE RÉFÉRENCE
EN VENTE OU EN ACCÈS LIBRE SUR LE SITE DU PCF

Pour une transition énergétique réussie

contribution au débat public - mai 2012 - 2€

http://www.pcf.fr/sites/default/files/pour_une_transition_energetique_reussie_reseau-energie-pcf.pdf

L'eau : un besoin, un droit, un combat

contribution du PCF au débat citoyen

juillet 2013 - 2,50€

<http://ecologie.pcf.fr/44054>



Déchets : richesses et pollutions

une nouvelle approche sociétale

contribution du PCF

au débat citoyen-mai 2016 - 3€

http://www.pcf.fr/sites/default/files/brochure_dechets_0.pdf



RETROUVEZ LES VIDÉOS
DE LA COMMISSION ÉCOLOGIE DU PCF

<https://www.youtube.com/user/CNPCF/featured>



Planète humanité

MARS-AVRIL 2018

PCF
Commission Écologie
Hervé Bramy
Alain Pagano
ecologie.pcf.fr

DES ASSISES COMMUNISTES POUR AFFIRMER NOS PARTIS-PRIS ÉCOLOGIQUES

Nous entrons dans une phase active de la préparation des assises communistes de l'Écologie, prévues les 4 et 5 mai. Les inscriptions sont ouvertes sur le site du Parti: congres2018.pcf.fr/.

Cette initiative conforte les choix prioritaires qui se sont exprimés lors des dernières consultations citoyennes et militantes. L'attente des communistes est forte comme le montrent sur internet les contributions et suggestions de l'atelier consacré aux assises. Cela traduit l'intérêt que les militants de l'atelier accordent aux enjeux environnementaux et à la place politique que l'écologie doit prendre dans le projet des communistes.

Cependant, pour les Français, lorsqu'il s'agit d'identifier le combat communiste, le mot « environnement » n'est cité que par 2 % des sondés. Nous avons donc une profonde contradiction à résoudre.

C'est, entre autre, à cette ambition que nous voulons travailler tout au long des assises et de leur préparation. Car les communistes sont des acteurs environnementaux de terrain, en particulier les élu-e-s au travers de leurs réalisations construites en concertation. Tout cela mériterait d'être autrement valorisé dans nos paroles et nos actes.

Réflexions, débats, discussions sur nos partis-pris écologistes et environnementaux, mais également engagement sur le terrain.

C'est le sens du lancement d'une campagne nationale pour s'opposer au bradage des barrages, le 8 avril 2018, sur le barrage du Sautet, en Isère.

Les enseignements de ces initiatives seront, à n'en pas douter, utiles à nos réflexions de congrès.



Hervé Bramy
membre du Conseil national du PCF
en charge de l'Écologie

MAUVAISE nouvelle BONNE

Europacity / le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé la création de la ZAC devant permettre la réalisation du mega-projet centre commercial.

Dans le bassin de Fos-sur-Mer une étude (Fos Epsal) révèle un nombre de cancers deux fois supérieurs à la moyenne

Dans ce numéro

- 1- Des ambitions politiques à débattre lors des assises communistes de l'Écologie le programme des assises communistes de l'Écologie des 4 et 5 mai 2018
- 2- Barrage au bradage des barrages I par Gilles Ravache rendez-vous le 8 avril 2018 au barrage du Sautet (Isère)
- 3- Pour préparer les assises : quelques bonnes lectures

contact :
jyoudom@pcf.fr
01 40 40 11 59

retrouvez *Planète humanité*
la publication du réseau Écologie du PCF

http://www.pcf.fr/search/apachesolr_search/plan%C3%A8te%20Humanit%C3%A9